

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

68 955  
2566

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE N° 13480 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beauve-Méry Directeur : André Fontaine - Mercredi 1<sup>er</sup> JUIN 1988

## Le sommet Reagan-Gorbatchev à Moscou et la « perestroïka »

### Diplomatie et droits de l'homme

Il y a quelque paradoxe à voir M. Reagan mettre au premier plan depuis le début de sa visite à Moscou le problème des droits de l'homme, à un moment où son interlocuteur déploie des efforts méritoires pour dégelier une situation restée plus que jamais figée dans ce domaine précis depuis au moins soixante ans. De mauvaises langues diront que le président américain obéit à des considérations de politique intérieure, et qu'il est sans doute beaucoup moins insistant sur ce thème dans ses entretiens privés avec M. Gorbatchev que lors de ses interventions publiques.

Pourtant, le paradoxe n'est qu'apparent. Il est vrai que les hommes d'Etat occidentaux en visite en URSS étaient infiniment plus discrets à une époque où toute allusion aux droits de l'homme était immédiatement dénoncée comme une inadmissible ingérence dans les affaires intérieures de l'URSS. On se contentait un peu trop souvent de glisser dans la poche de M. Gromyko une liste de cas dont la solution était souhaitée, sans vouloir embarrasser Brejnev avec ces incongruités, et encore moins parler de tout cela en public.

Mais cela n'a pas toujours été le cas. M. Mitterrand avait soulevé un petit scandale il y a quatre ans en évoquant le sort d'André Sakharov en présence de Tchernomko - et de M. Gorbatchev - au cours d'un banquet au Kremlin. Ce même Sakharov qui, aujourd'hui, est invité à tenir une conférence de presse au ministère soviétique des affaires étrangères...

Il est vrai encore que la pratique par laquelle les mêmes visiteurs reçoivent au cours de leur séjour des dissidents et autres réfugiés, comme l'a fait lundi M. Reagan, est toute récente. Encore aujourd'hui, les responsables soviétiques en éprouvent quelque irritation, mais après tout ce sont eux qui ont donné l'exemple : les maîtres du Kremlin n'ont-ils pas coutume, depuis Khrouchchev et Brejnev, de recevoir dans les capitales qu'ils visitent les dirigeants du PC local, bien souvent tout aussi minoritaires que les dissidents en URSS ?

Sur un plan général, on ne voit pas pourquoi les démocraties occidentales devraient hésiter à faire étalage, même à Moscou, de ce qui est tout de même leur plus grande force : le haut degré de libertés individuelles qu'elles accordent à leurs citoyens. D'autant qu'il est admis aujourd'hui, non seulement depuis le changement de direction à Moscou, mais en fait depuis les accords d'Helsinki de 1975 et même avant, que les droits de l'homme sont partie intégrante des relations internationales.

Que M. Gorbatchev ait admis qu'un certain degré de liberté et d'initiative politique est nécessaire au succès de sa « perestroïka » est une bonne chose. Mais les opinions publiques en général, suivies par pas mal de gouvernements, ne l'avaient pas attendu pour penser qu'il n'y a pas de vraie détente entre les États sans détente entre les hommes.

M 0147 - 0601 0 - 4,50 F  
3790147004500 06010

## M. Eltsine demande la démission du numéro deux soviétique

Dans deux entretiens avec la BBC et CBS, M. Boris Eltsine, ancien chef du parti à Moscou, demande la démission de M. Egor Ligatchev, numéro deux du PC, « hostile » à la politique de réformes. M. Gorbatchev a, d'autre part, déclaré, le mardi 31 mai, qu'un accord sur les armements stratégiques reste possible avant la fin du mandat de M. Reagan.

Boris Eltsine persiste et signe. Déjà limogé pour son éclat devant ses pairs du comité central en octobre dernier, il récidive encore, plus publiquement, puisqu'il s'adresse cette fois à la presse étrangère pour la prendre à témoin de ses démêlés avec les autorités. Bien sûr, ses déclarations ne sont pas destinées à la consommation intérieure, mais M. Eltsine ne les a pas moins faites successivement à deux chaînes de télévision, la BBC britannique et la CBS américaine, lesquelles l'avaient contacté « par la voie officielle », comme l'a précisé la première à Londres. Et l'entretien a eu lieu dans le nouveau bureau qu'occupe l'ancien chef moscovite du parti au ministère de la construction, dont il est devenu le numéro deux.

M. Eltsine confirme en tous cas que la principale cible de ses attaques, en octobre dernier comme aujourd'hui, est M. Egor Ligatchev, le numéro deux du parti, accusé d'être « le principal responsable » du retard de la perestroïka. « Vous ne trouverez aucune opposition dans ses discours », dit-il notamment à la CBS, « mais nous savons tous qu'il ne travaille pas activement aux réformes. Son style est celui du commandement stalinien dans l'économie. » Un autre tort du numéro deux serait de s'opposer

aux « changements visant à la justice sociale », autrement dit à la réduction des privilèges des membres de l'appareil. On sait qu'une des raisons de l'irritation des cadres du parti à Moscou contre leur ancien chef était d'avoir sérieusement limité le réseau des magasins d'Etat qui leur étaient réservés.

M. Eltsine répond en tout cas par un « Oui » sans équivoque à la question de savoir si M. Ligatchev devrait démissionner : « Cela dépend du comité central, ajoute-t-il, mais il serait bien sûr possible d'activer le processus (de la perestroïka) avec une autre personne à ce poste ». Au passage, Boris Eltsine se défend d'avoir jamais attaqué M. Gorbatchev ou sa femme Raïssa, comme l'indiquait une version présumée de son discours mis en circulation à Moscou (Le Monde du 2 février). Mais il en veut au secrétaire général de ne pas l'avoir soutenu contre des adversaires qui sont aussi les siens. « Je suis irrité », a-t-il dit à la BBC. « C'est une chose qu'il (M. Gorbatchev) veut. Je lui ai dit que je n'étais pas satisfait de mon travail actuel. »

MICHEL TATU.  
(Lire la suite page 3 et nos informations sur le sommet de Moscou page 2.)

## Ouverture d'une information judiciaire et décisions disciplinaires

## M. François Mitterrand veut « toute la vérité » sur l'assaut d'Ouvéa

Au vu de l'enquête préliminaire sur l'assaut d'Ouvéa, une information judiciaire a été ouverte contre X... pour « homicides volontaires », « coups et blessures volontaires » et « non-assistance à personne en danger ». M. Védrine, porte-parole de M. Mitterrand, a fait savoir, mardi, que celui-ci « tient » à ce que « toute la vérité » soit faite sur cette affaire.



Jeudi 19 mai, deux semaines après l'assaut contre la grotte de Gossana, sur l'île d'Ouvéa : « Il me paraît un peu trop facile de faire porter le chapeau aux militaires (...). Je souhaite que (...) les préjugés n'emportent pas des conclusions prématurées et injustes sur la base de témoignages forcément très fragiles. » Dix jours plus tard, lundi 30 mai : « L'enquête de commandement a abouti à la conclusion que des actes contraires à l'honneur mili-

taire et que des négligences avaient été commis. »

Entre ces deux déclarations de Jean-Pierre Chevènement, il y a un témoignage, décisif, rédigé par écrit, parvenu aux généraux Berthier et Rouchaud, chargés depuis le 14 mai de l'enquête demandée par le nouveau ministre de la défense.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL.  
(Lire la suite page 6.)

## Les déclarations au « Monde » de M. Henri Nallet

## Redessiner le paysage agricole

L'idée que l'on peut se faire de l'agriculture de demain reste dominée par la réforme de la politique communautaire. L'Europe des Douze doit parfaire ce qu'avait le mieux réussi l'Europe des Six : l'intégration de son agriculture. L'entrée dans la CEE de pays comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal a été jugée par les pays « installés » tels la France et l'Italie menaçante pour une partie de leur production agricole, notamment le vin et les fruits.

Il convenait de mettre de l'ordre. D'autant plus que la surproduction menace certains sec-

teurs comme le lait et la viande. La commission de Bruxelles s'est courageusement attaquée à la réforme de la PAC (politique agricole commune), menant grand train depuis quatre ans, imposant des quotas ici, faisant ailleurs des coupes claires dans les budgets.

Cette vague de réformes indispensables peut, malgré tout, avoir pour effet de troubler le monde paysan, plus sensible au rythme des saisons qu'aux impératifs d'une administration quelque peu technocratique. C'est sans doute parce qu'il présente les dangers

d'une trop grande agitation que le nouveau ministre français de l'agriculture - qui avait occupé le même poste de 1984 à 1986 - se prononce, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, pour une pause des réformes communautaires.

M. Henri Nallet aimerait surtout voir se redessiner le paysage campagne. Pour lui, la conception de la fonction agricole doit largement dépasser la simple production. C'est plus l'homme rural que l'agriculteur qui est ici reconnu. « Les agriculteurs, dit le ministre, devront pouvoir se livrer

à des activités non agricoles sans que cela se traduise pour eux par un imbroglio administratif qui les décourage. »

C'est dire que les obstacles les plus habituels doivent être écartés pour que, loin de fabriquer des exclus, comme le redoute M. Nallet, l'agriculture française réalise d'autres potentialités dans les loisirs, le tourisme et même - ou peut-être surtout - dans l'entretien de la biosphère.

FRANÇOIS SIMON.  
(Lire page 25 les déclarations de M. Henri Nallet recueillies par Eric Fottorino.)

## La campagne pour les élections législatives

## Le cache-cache de Toulouse

En Haute-Garonne, la campagne des élections législatives est marquée par la compétition que se livrent, indirectement, MM. L. Jospin et D. Baudis, candidats dans des circonscriptions différentes.

TOULOUSE de notre envoyé spécial

A douze ans, Dominique Baudis rêvait, raconte-t-il, d'être maire de Toulouse. A trente-cinq ans son papa lui offrait la ville en cadeau. Comme tous les enfants gâtés par la vie, il veille, depuis, jalousement sur son jouet. Et comme il sait s'y prendre, personne n'envisage sérieusement de le lui confisquer.

En bon premier de classe, il a, en trois années, raflé tous les prix : maire de Toulouse, conseil-

ler général, député européen et président de la région Midi-Pyrénées. Ayant collectionné les succès, il voyait l'avenir sous le jour le plus rose, une couleur dont, même à Toulouse, il aurait dû se méfier. Un « nouveau » joue aujourd'hui dans la même cour d'école, un surdoué de la politique comme lui, qui prétend lui disputer le prix d'excellence : Lionel Jospin, ci-devant patron du Parti socialiste, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et des sports. Un titre en forme de tableau d'honneur moins préoccupant, cependant, pour Dominique Baudis que l'obstination de son rival à vouloir rénover, rajeunir et doper le PS local.

Rival ? Pour l'instant les deux hommes jouent à cache-cache. Lionel Jospin est candidat dans une circonscription à la fois toulousaine, banlieusarde et rurale où

François Mitterrand a recueilli 63 % des suffrages exprimés le 8 mai. Dominique Baudis, lui, se présente à Toulouse même, dans des quartiers où le score du président de la République a été de 53,33 % au second tour. Mais Baudis est Baudis et Toulouse est Toulouse et nul ne paraît douter, à ces législatives, du retour de celle-ci dans le giron de celui-là.

Les deux hommes ont d'excellents prétextes pour ne pas se mesurer directement. Dominique Baudis est chez lui, explique-t-il, dans sa bonne ville et Lionel Jospin avait « depuis longtemps » jeté son dévolu sur la circonscription où il mène campagne. L'affrontement au sommet n'est pas pour cette fois. Tant pis pour le spectaculaire. Mais la bataille pour le leadership local a déjà commencé, étouffée et opiniâtre.

BERTRAND LE GENDRE.  
(Lire la suite page 10.)

La douloureuse naissance d'Israël  
DOMINIQUE LAPIERRE  
LARRY COLLINS  
Jérusalem  
ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie



Europe

ITALIE

Les élections « administratives » confirment le « grignotage » du PCI par les socialistes

Les élections « administratives », qui se sont déroulées le dimanche 29 et lundi 30 mai en Italie, ont confirmé la tendance des dernières législatives de 1987. Pour s'en tenir aux communes de plus de cinq mille habitants, on voit à la proportionnelle, le Parti socialiste, avec un gain de 3%

ROME de notre correspondant

En valeur absolue, la DC demeure, bien entendu, nettement le premier parti du pays avec 36,8%, et le PCI le deuxième avec 21,9%. Mais de grignotage en grignotage, au fil des trois dernières consultations, les socialistes, avec aujourd'hui 18,3%, ne se situent plus qu'à 3,5 points environ de l'autre parti de gauche. C'est là l'élément le plus notoire d'une consultation, qui n'a certes qu'une valeur indicative, mais dont on ne peut pas non plus sous-estimer l'importance. Le déséquilibre au détriment du PSI, entre les deux principales formations de la gauche italienne, explique largement les spécificités, et, peut-on même dire, les distorsions de la vie politique de la péninsule depuis la fin de la guerre. Le PCI, avec ses scores quasiment toujours supérieurs à 25% et quelquefois proches de 35%, a joué le rôle d'un « stérilisateur » de vote, le système n'ayant jamais jugé possible de l'intégrer au gouvernement. La démocratie chrétienne s'est trouvée en position, le plus souvent, de

diriger et, constamment, de contrôler le jeu, même en faisant une place de plus en plus substantielle au Parti socialiste. Si ce dernier, poursuivant sur sa lancée des dernières consultations, devait rattraper, puis dépasser le PCI, la prééminence de la DC se trouverait contestée et une alternance de style droite-gauche, à la façon des grandes démocraties occidentales, deviendrait concevable. On comprend donc la visible satisfaction de M. Bettino Craxi en commentant les premiers résultats lundi au soir.

Gérer le succès

Le problème de l'ancien premier ministre est naturellement, une fois encore, de savoir comment gérer ce succès. Relancer l'agitaction dont il a été le protagoniste de façon à peu près ininterrompue depuis deux ans, en comptant sur un effet de sape envers son partenaire adversaire démocrate-chrétien, ou jouer les chefs de formation responsable, en distribuant les bons et les mauvais points au président du conseil, le leader démocrate-chrétien, M. Ciriaco

De Mita, mais en prenant aussi sa part du fardeau quotidien. L'une et l'autre voie sont possibles : cette consultation est, en effet, survenue alors que la situation est nettement stabilisée depuis l'accession au secrétariat de la DC à la tête du gouvernement. Mais l'événement ne remonte après tout qu'à un mois et demi !

Pour le reste, le phénomène le plus notable est le recul du MSI (droite nationale) : 1,1 point, pour se situer désormais à 3,9%. Non que ce parti ait pu espérer rivaliser avec son homologue français, le Front national, mais il est évident que, en Italie, certains événements émotionnels apportent une prime électorale. La mort toute récente du vétéran leader Giorgio Almirante aurait pu avoir cet effet ; il n'en a rien été. Le « coup de main » prêté, le 2 mai dernier, par M. Jean-Marie Le Pen au lancement de la campagne électorale du MSI à Rome a été inopérant. Même à Catane, la deuxième ville de Sicile, considérée comme le modèle du « mal governo », l'électorat mécontent n'a pas donné de prime au « parti antirystème » : le mouvement y recule de 2 points. Au plan national, il passe de la qua-

URSS : les difficultés de la mise en œuvre de la « perestroïka »

M. Eltsine demande la démission du numéro deux soviétique

(Suite de la première page.)

Déçu donc, mais pas traître. M. Eltsine tient à faire savoir qu'il regrette d'avoir mal choisi son moment (quelques jours avant les fêtes amicales de la révolution d'octobre l'an dernier) pour lancer son attaque contre M. Ligatchev et ses collègues, ce qui est une manière de dire que le secrétaire général n'était pas « dans le coup » de ce qui fut interprété par la suite comme une sorte de complot. Un de ses amis, l'ancien rédacteur en chef de la Pravda de Moscou, Mikhaïl Pektoranine, avait d'ailleurs été encore plus net sur ce point dans un entretien récemment accordé au Corriere della Sera (12 mai). « Eltsine ne s'est jamais adressé à Gorbatchev pour régler son conflit avec Ligatchev », avait-il dit. « Il pensait que le secrétaire général avait des choses plus importantes à faire, et qu'il ne devait pas être impliqué dans les désaccords internes. » Notons encore que M. Pektoranine fait remonter la phase aigüe du conflit entre MM. Eltsine et Ligatchev à l'été 1987 et que le successeur désigné en novembre pour la direction du parti à Moscou, Lev Zaïkov (membre titulaire du politburo) est à son avis très proche du second : Ligatchev et Zaïkov « sont comme des frères siamois », a-t-il dit à notre confrère italien. Il est possible et même parfois probable, que ces nouvelles déclara-

tions fracassantes de M. Eltsine n'amélioreront pas sa situation (il a d'ailleurs perdu il y a quelques jours son siège de membre du présidium du Soviet suprême). Pourtant, ce champion de la perestroïka pose des problèmes qui existent bel et bien, ce qui ne devrait pas être un tort à l'heure de la glasnost. Le rôle de M. Ligatchev comme chef de file des conservateurs a déjà largement défrayé la chronique à Moscou.

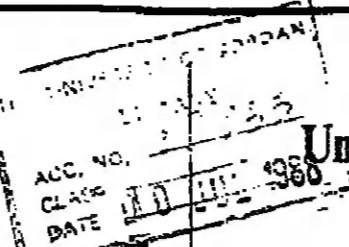
Après la publication par le journal Russiasoïétique, le 13 mars dernier, d'un long pamphlet d'un professeur de Leningrad, M<sup>me</sup> Nina Andreïeva, et la réponse que la Pravda donna trois semaines plus tard à ce « manifeste oppositionnel », d'insistantes rumeurs désignent M. Ligatchev comme l'homme qui avait organisé cette attaque contre la politique du secrétaire général. Sans citer le nom du numéro deux, l'hebdomadaire Ogoniok demandait d'ailleurs avec insistance, au début de mai, qu'une enquête soit faite pour identifier « le principal alchimiste ». Plusieurs journalistes soviétiques ont indiqué depuis lors que M. Ligatchev avait reçu un « blâme du politburo pour son rôle dans cette affaire, et surtout qu'il avait été déchargé, au profit de M. Iakovlev, ami de M. Gorbatchev, de ses responsabilités dans la direction des médias soviétiques. Tout cela ne préjuge cependant ni la position personnelle de

M. Gorbatchev (rappelons que ce dernier, dans son récent entretien avec le Washington Post, a démenti en bloc toutes les rumeurs de dissension au sein de la direction), ni ce qui se passera à la conférence du parti dans moins d'un mois. Que M. Eltsine, et même quelques autres responsables locaux « brûlés » que lui, fassent le maximum avant cette échéance pour purger la direction de ses éléments conservateurs est bien normal. Mais rien n'indique encore que ces tentatives soient suffisantes pour déboulonner celui qui reste jusqu'à nouvel ordre le numéro deux du parti, le président de fait de son secrétariat, et par conséquent le gardien de tout puissant appareil.

MICHEL TATU.

● YOUGOSLAVIE : le ton monte à la conférence de la LCY. - Le ton a monté lundi 30 mai à la conférence de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY), qui s'est ouverte dimanche à Belgrade (Le Monde du 31 mai). Plusieurs députés de Serbie ont demandé à la conférence de se prononcer sur la « responsabilité » de la direction du parti dans la crise où s'enfoncé le pays. Un délégué de Belgrade a exigé la démission de l'ensemble du comité central s'il se montre incapable de réaliser les réformes promises de longue date. Le chef de la Ligue de Serbie a réclamé la tenue d'un congrès extraordinaire si les réformes n'étaient pas appliquées d'ici l'automne. - (AFP.)

ESPAGNE



Un groupe d'indépendantistes galiciens a été démantelé

L'arrestation le week-end dernier de dix membres présumés de l'« Armée de guérilla du peuple galicien libre » a permis à la police espagnole de mettre la main lundi 30 mai sur une importante cache d'explosifs près de Vigo.

Ces arrestations sont survenues après l'attentat qui a détruit vendredi dernier dans le village galicien de Perbès une villa appartenant à l'ancien chef de file de la droite espagnole, M. Fraga Iribarne (voir nos éditions du 29 et 30 mai). Parmi les dix suspects figure une femme appartenant au groupe portugais des « Forces populaires du 25 avril ». Ce groupuscule indépendantiste galicien s'était déjà signalé ces derniers mois par plusieurs attentats à l'explosif contre des banques.

Au cours d'une perquisition effectuée dans un bois proche de Vigo, la police a découvert soixante kilos d'explosifs, plus de cinq cents détonateurs et des rouleaux de câbles. Des documents sur l'« Armée de guérilla du peuple galicien libre » ont également été retrouvés à proximité dans une cabane.

Cet attentat n'est pas lié pour le moment à celui qui a coûté la vie le même jour à un homme d'affaires de La Corogne, assassiné à son domicile par deux jeunes femmes qui avaient sonné à sa porte.

Les assassins pourraient appartenir aux « Groupes révolutionnaires antifascistes du 1er octobre » (GRAFO), un petit groupe d'extrême-gauche devenu célèbre dans les années soixante-dix par ses attentats, mais qui était en veilleuse depuis quelques années. - (AFP, Reuter.)

Amériques

COLOMBIE

Violences en tout genre

On était toujours sans nouvelles, mardi 31 mai, du dirigeant conservateur, M. Alvaro Gomez Hurtado, enlevé dimanche à Bogota. Selon des rumeurs non confirmées, M. Hurtado, blessé au cours de la fusillade qui a précédé son enlèvement, serait dans un état très grave. Après dix jours de violences, une nouvelle embuscade tendue par la guérilla au nord-ouest du pays, lundi 30 mai, a fait cinq victimes, quatre soldats et un civil.

La puissance du cartel de Medellín, responsable de 80 % des livraisons de cocaïne aux Etats-Unis, ses affrontements internes, sa lutte avec les autres groupes de trafiquants, comme celui de Cali, et la prolifération des sicarios, ces tueurs à gages entraînés et recrutés par dizaines par les mafiosi, entretiennent un climat de peur dans le pays. Le pouvoir considérable des mafiosi ne permet pas de personne d'être à l'abri d'éventuelles représailles. Ministres, magistrats, policiers, militaires et journalistes en ont été les victimes.

Il est un autre foyer de violence, politique celui-là, plus ancien mais toujours aussi réel. La récente campagne pour les élections législatives et municipales qui se sont tenues en mars dernier, avec l'apparition d'un nouveau parti issu de la guérilla, l'Union patriotique (UP), mouvement de gauche allié au Parti communiste, a même provoqué une augmentation considérable des assassinats politiques. Plus de cinq cents dirigeants nationaux ou locaux de ce parti ont été tués avant le scrutin. Les quelques élus de l'UP sont encore aujourd'hui les principales victimes de ces affrontements qui n'épargnent même pas les formations traditionnelles, le Parti libéral (ou pouvoir) et le Parti conservateur.

Personne n'est désormais à l'abri. Le nombre de syndicalistes assassinés, le plus souvent par des milices recrutées par les grandes industries ou plantations, ne cesse de s'accroître, et les grands patrons s'entourent en permanence d'une protection rapprochée impressionnante. Les trois principales organisations de guérilla, l'Armée de libération nationale (ELN), l'Armée populaire (ERP), et le M-19, constituent, enfin, le dernier foyer d'agitaction. Avec une recrudescence, en ce qui concerne le premier mouvement, des attentats à caractère économique visant les principaux ouvrages vitaux du pays, comme les oléoducs par exemple.

Ces multiples éléments de la violence, pour différents qu'ils soient, ont de nombreuses imbrications. La guérilla s'est ainsi par moment allié avec les trafiquants, et ces derniers proposent aujourd'hui volontiers leurs services aux grands propriétaires, pour combattre leurs alliés d'hier. Ajoutée à la corruption, à l'insuffisance du nombre des policiers et des magistrats, cette flambée de violence multiforme ne peut que s'amplifier. A maintes reprises, le pouvoir politique, gouvernement et opposition, a tenté de mettre fin à cet engrenage. Mais jusqu'ici sans aucun succès, compte tenu de la diversité de cette violence et de ces alliances occasionnelles.

D. H.-G.

LA FRANCE EST-ELLE EN TRAIN DE DEVENIR FASCISTE ?

Advertisement for 'Fascisme français Passé et Présent' by Pierre Milza, published by Flammarion. The ad features the author's name 'PIERRE MILZA', the title 'Fascisme français Passé et Présent', and the publisher's name 'Flammarion'. A quote from André Laurens of 'Le Monde' is included: 'On ne combat bien que ce qu'on connaît bien.' Other endorsements are from Michel Winock and Alain-Gérard Slama.

Radio-Moscou et le massacre de Katyn. Pour la première fois, Radio-Moscou a laissé entendre, le samedi 28 mai, que les milliers d'officiers polonais dont les corps avaient été retrouvés en 1940 près de Katyn, en Biélorussie, quelques mois après la déportation de quinze mille militaires polonais par les troupes de l'URSS, pourraient avoir été exécutés par les soviétiques. Dans un reportage diffusé par son service en anglais, Radio-Moscou a rappelé que la « version soviétique » attribue ces morts aux nazis. Mais, s'est-elle ajoutée, « un protocole allemand récemment découvert laisse entendre que des balles soviétiques ont été trouvées dans les corps des victimes ». Le massacre de Katyn est l'une des tâches blanches de l'histoire des relations soviéto-polonaises qu'une commission bilatérale a été chargée par MM. Gorbatchev et Jaruzelski d'examiner. - (Reuter.)

RFA Le douloureux déménagement de l'Institut Goethe. BONN de notre correspondant. L'Institut Goethe, dont le siège central est à Munich, est une institution bien connue des germanistes et des germanophiles du monde entier. Elle rassemble tous les instituts culturels de la République fédérale d'Allemagne établis dans cent cinquante pays. A l'étroit dans ses locaux, le siège central allemand a décidé récemment de déménager dans le nord-est de la ville. Mais la nouvelle adresse de la maison mère suscite des remous dans certains instituts à l'étranger : elle se situe en effet dans la Dachsauerstrasse, rue de Dachsau ! Le président du conseil d'administration, M. Klaus von Bismarck, n'est pas resté insen-



# Asie

### CAMBODGE : après avoir annoncé le retrait de 50 000 hommes cette année

## Hanoï tente de reprendre l'initiative diplomatique

BANGKOK

de notre envoyé spécial

L'annonce par le Vietnam, la semaine dernière, qu'il retirait cinquante mille soldats du Cambodge d'ici à la fin de l'année et que les troupes restantes seraient placées sous commandement cambodgien (*le Monde* du 27 mai) apporte un nouvel éclairage sur la possibilité d'un règlement cambodgien. Tout se passe, en effet, comme si Hanoï entendait reprendre l'initiative diplomatique tout en tentant, sur place, de garder ses options ouvertes.

Les cinq premiers retraits annuels de troupes vietnamiennes du Cambodge avaient été perçus par les experts occidentaux, comme de simples « rotations ». Selon les mêmes experts, le premier retrait effectif de soldats aurait eu lieu en novembre der-

nier. Anxieux, en 1985, les Vietnamiens avaient détruit les principales bases de la résistance khmère du côté cambodgien de la frontière avec la Thaïlande et établi, avec un succès partiel, un cordon sanitaire le long de cette même frontière.

Le retrait annoncé pour cette année, qui en principe s'amorcera le 1<sup>er</sup> juin, devrait correspondre à un échange militaire de nature de la présence militaire vietnamienne. Les troupes restantes s'éloigneraient de la frontière thaïlandaise. Si l'on en croit de bonnes sources, les Vietnamiens n'excluent pas des zones de regroupement, dont l'une se situerait à proximité des « trois frontières » (Laos, Thaïlande et Cambodge). D'autres regroupements auraient lieu, tout naturellement, à l'est du Mékong, une région proche du Vietnam et sillonnée par les anciennes « pistes Ho-Chi-Minh ».

Parallèlement, un effort serait entrepris pour associer à la défense du régime actuel de Phnom-Penh la population civile vietnamienne réinstallée au Cambodge depuis la chute des Khmers rouges en décembre 1978. Des milliers de « Cambodgiens d'origine vietnamienne » pourraient ainsi participer à la levée de milices locales, afin d'appuyer une armée qui demeure réduite et bien peu aguerrie.

Le calcul qui se dessine à Hanoï est donc plus clair. Les Vietnamiens sont en train de mettre une croix sur un Cambodge socialiste. Mais ils veulent, à tout prix, prévenir le retour des Khmers rouges au pouvoir, ainsi que Radio-Hanoï l'a encore redit vendredi. En d'autres termes, ils feront tout pour empêcher le rétablissement d'un régime pro-chinois au Cambodge. Au cas où ils ne pourraient, dans les deux années qui viennent, obtenir satisfaction par la négociation, ils sem-

blent prêts — avant le « retrait total » de leurs troupes annoncé pour 1990 au plus tard — à ménager à M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, des positions de repli, si possible inexpugnables, en territoire cambodgien.

Entre-temps, sachant que la carte de la négociation est d'autant plus jouable que personne ne veut d'un retour des Khmers rouges à Phnom-Penh — même les Chinois le disent, — les Vietnamiens veulent convaincre que le repli de leur contingent militaire est réel. Les Chinois, d'ailleurs, ne s'y trompent pas. Tout en parlant de « manœuvre » et en exigeant « le retrait total, le plus tôt possible, des troupes vietnamiennes », Pékin a également invité Hanoï, samedi, « à participer directement aux négociations » sur l'avenir du Cambodge. En outre, la Chine se dit prête désormais à garantir, avec d'autres, un éventuel accord sur le Cambodge.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### CHINE : les suites d'un match de football mouvementé

## « Des dégâts politiques inestimables »

PÉKIN

de notre correspondant

L'émeute du 23 mai dans la ville de Nanchong, au Sichuan, qui avait été présentée comme une affaire de hooliganisme autour d'un match de football (*le Monde* du 26 mai) a, en fait, été bien plus grave par son caractère social, selon les informations que la presse chinoise laisse filtrer à petites doses.

Le *Quotidien de la justice* a ainsi révélé, le lundi 30 mai, que la moitié des trente-six émeutiers placés en garde à vue étaient des ouvriers, les autres se partageant entre paysans, chômeurs et commerçants privés. Presque tous sont des jeunes de dix-huit à dix-neuf ans. Nombre d'entre eux ont déjà un casier judiciaire.

Entre-temps, on avait appris que les émeutiers avaient également attaqué un commissariat de police et que les troubles avaient duré toute la nuit. La presse parle aussi de vols, sans qu'il soit clairement établi s'il y a eu pillage ; mais on cite le cas d'un émeutier chez qui les policiers ont retrouvé deux de leurs matraques, des cassettes vidéo et des pellicules photographiques. Se dessine ainsi l'image de ce qui pourrait être le premier exemple de troubles causés par des insatisfaits, un sous-produit, donc, des réformes.

La discrétion de la plupart des journaux chinois sur l'affaire paraît destinée à ne pas jeter de l'huile sur le feu dans d'autres villes à un moment où le mécontentement populaire est vis face à l'inflation. Le *Quotidien de la justice* est, en tout cas, sans ambiguïté sur la gravité de cette flambée de violence : si les dégâts matériels se chiffrent à plusieurs centaines de milliers de yuans, écrit-il, « les dégâts politiques sont, eux, inestimables ».

F.D.



**CAPEL**  
se met en quatre  
pour les  
doublemètres

CAPEL prêt-à-porter hommes grande hommes forte  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8<sup>e</sup>  
• 23, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Mare-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

**La conférence de l'ASEAN**

Ces développements interviennent, en tout cas, alors que la diplomatie reprend ses droits. Avant d'accueillir, il y a deux semaines, le premier ministre thaïlandais, les Soviétiques ont discuté avec M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, en route pour New-York où il doit participer à la conférence des Nations unies sur le désarmement. Début juillet à Bangkok, aura lieu la conférence des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe Brunéi, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, fera le voyage, de même que le prince Sihanouk, qui a repris la prési-

(Publicité)

Centre Science, Technologie et Société  
Cycle de conférences  
**« LA SCIENCE, LA GUERRE ET LA PAIX »**

Mardi 7 juin 1988 à 18 heures

« La guerre et l'avenir des relations internationales »

par le professeur Stanley HOFFMANN  
Harvard University

Amphithéâtre C. accès 16. 2<sup>e</sup> étage

Conservatoire national des arts et métiers  
292, rue Saint-Martin, 75003 Paris.  
Tél. : 42-71-24-14 p. 531.



**CAPEL habille en long comme en large**

CAPEL prêt-à-porter hommes grande hommes forte  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8<sup>e</sup>  
• 23, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Mare-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

**Nouveau.**

**Du 1<sup>er</sup> au 4 juin.**

L'événement de l'été c'est pour la première fois aux Galeries Lafayette, les 3J d'été. Du 1<sup>er</sup> au 4 juin, des séries spéciales et des prix exceptionnels sur la mode, la maison, les loisirs vous feront vivre à l'heure... des 3J d'été!

Aux Galeries Lafayette, crédit spécial 3J avec la carte (gratuite, dès acceptation du dossier). A partir de 3 000 F d'achats.

**GALERIES LAFAYETTE**

**3J.**

Lo mode est

**ANGOLA**  
rebelle du FNLA  
des offres de paix

Le secrétaire général du FNLA, M. Holden Roberto, a déclaré mardi 30 mai, devant l'Assemblée nationale angolaise, qu'il était prêt à participer à des négociations de paix avec le régime de Luanda.

Le FNLA a accepté de participer à des négociations de paix avec le régime de Luanda, à condition que le régime angolais accepte de négocier avec le régime de Luanda, à condition que le régime angolais accepte de négocier avec le régime de Luanda.



سنة ١٩٨٨

# Politique

## sur les événements d'Ouvéa

### Homicides volontaires, coups et blessures, non-assistance à personne en danger

## Le garde des sceaux impose ses vues

Dix jours après avoir reçu l'ordre de la chancellerie de procéder à une enquête préliminaire sur le déroulement de l'assaut dans la grotte d'Ouvéa, le parquet de Nouméa a transmis, le dimanche 29 et le lundi 30 mai, pièce par pièce, tous les éléments recueillis sur place. Le dossier comporte exclusivement les auditions de témoins mélanésiens et les premières constatations médico-légales faites à Ouvéa, en quelques heures, sur l'aéroport d'Ouloup, des dix-neuf corps des Canaques tués durant ou après l'assaut. Il s'agit d'indications sommaires, externes à aucune autopsie n'ayant alors été pratiquée par les médecins.

Le procureur de la République, M. Jean-Pierre Belloli, s'était rendu, le 23 mai, à Ouvéa, en compagnie du commandant de la gendarmerie d'Amoa, pour procéder notamment à l'audition des « porteurs de tête ». Parallèlement à Paris, des policiers de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) ont interrogé une trentaine d'indépendantistes détenus en métropole. Tous ont confirmé les accusations faites, soit à la presse en Nouvelle-Calédonie, soit à leurs avocats (*Le Monde* du 19 mai) à propos des exécutions sommaires après l'assaut de la grotte d'Ouvéa.

Au vu de ces éléments, et après avoir eu connaissance de la synthèse de l'enquête de commandement conduite par les généraux Michel Berthier et Guy Rouchaud — qui ne se fonde que sur des témoignages militaires — transmis le jour même au ministre de la défense M. Jean-Pierre Chevènement, la chancellerie a annoncé, lundi vers 20 heures, l'ouverture d'une information judiciaire. Les termes mêmes du communiqué, méticuleusement pesés, ont donné lieu tout au long de la journée à un bras de fer avec le ministre de la défense. En effet, les conclusions de l'enquête de commandement et de l'enquête judiciaire sont pour le moins divergentes. La mort — faite de soins et dans des circonstances excessivement imprécises — d'Alphonse Dianou semblait bien admettre de part et d'autre. « Je n'ai pas d'élément pour faire obstacle à la justice », déclarait publiquement devant la presse le ministre de la défense.

En revanche, si l'enquête de l'armée semble exclure que Wenceslas Lavellot et Amossa aient fait l'objet d'exécutions sommaires, des convergences troublantes apparaissent dans l'enquête judiciaire sur les circonstances de la mort de ces deux Mélanésiens. C'est pourquoi, malgré l'opposition du ministre de la défense qui ne souhaitait pas que soit retenu l'« homicide volontaire », le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, est passé outre, imposant l'ouverture d'une information judiciaire contre X... pour « coups et blessures volontaires » et « non-assistance à personne en danger » après la mort d'Alphonse Dianou, d'autre part d'« homicides volontaires » pour Lavellot et Amossa. C'est bien sûr l'incrimination la plus grave. Les discussions ont apparemment été très vives entre les deux ministres.

Le ministre de la défense devait, dans la soirée du 31 mai, transmettre son « avis » sur ces poursuites, comme le prévoit l'article 698-1 du code pénal militaire, lorsque en est maître militaire. Dès lors, les choses devraient aller très vite. Une fois tous les documents utiles transmis à Nouméa — et notamment cet avis, qu'il soit ou non favorable — le parquet de Nouméa — qui aurait souhaité poursuivre plus avant son enquête préliminaire — doit sur ordre de la chancellerie

ouvrir une information. Un juge d'instruction, vraisemblablement M. Philippe Allard, sera saisi et pourra ordonner immédiatement l'autopsie des trois Mélanésiens concernés.

Ces expertises faites, il est plus que probable que l'affaire soit « dépayotée », c'est-à-dire confiée à Paris où un autre juge d'instruction poursuivra l'enquête. Dans le souci d'une bonne administration de la justice, elle ne serait pas confiée au juge Mazères qui instruit déjà l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué et les prises d'otages d'Ouvéa. Des contacts avaient déjà été pris la semaine précédente avec des experts parisiens pour qu'ils viennent des délégués à Nouméa afin de procéder à ces autopsies. Le procureur général de Nouméa, M. Jean Dufour, appelé en consultation samedi a été longuement reçu à la chancellerie. De même, le substitut Jean Bianconi a-t-il été à nouveau reçu par M. Arpaillange.

Si l'« avis » du ministre de la justice — qui, dans cette affaire, a essentiellement agi en technicien, en « parquettier » pesant, élément par élément, les charges révélées par l'enquête préliminaire — a pu froisser le ministre de la défense, elle ne semble guère satisfaire les avocats des militants indépendantistes. En effet, ceux-ci, depuis le début de l'affaire, exigent que l'on procède à l'autopsie de tous les Mélanésiens — dix-neuf au total — tués à Ouvéa. La chancellerie a considéré ne disposer en l'état d'aucun élément laissant penser que la mort des seize autres soit suspecte. Les inclusions dans l'information judiciaire seraient masquer la réalité et reviendraient à diluer les responsabilités, estime-t-on place Vendôme.

Dans le même temps, M. Jean-Louis Mazères, premier juge d'instruction à Paris, entendait les trois premiers militants du FLNKS — parmi les trente et un incarcérés en métropole — inculpés d'assassinats, complicité et séquestration. Pascal

Bali, quarante ans, Clément Wagué, trente et un ans, Charlie Aema, vingt ans, de la tribu de Mouli, sont accusés d'avoir participé à l'attaque, le 22 avril, de la gendarmerie de Fayaoué et d'avoir conduit des otages dans les grottes du sud de l'île. Certains ont été extraits de force de leur prison. Tous ont refusé de s'expliquer devant le juge d'instruction.

Celui-ci doit poursuivre ces interrogatoires — à raison de trois auditions par jour jusqu'au 10 juin. La stratégie de la défense, clairement annoncée dans un communiqué (*Le Monde* du 31 mai) avant l'ouverture de l'information judiciaire, ne va pas se modifier pour le moment.

### L'annulation de la procédure concernant Eloi Machoro

Troisième élément de cette journée riche en rebondissement : l'annonce inattendue de l'annulation par la chambre d'accusation de la

cour d'appel de Paris de l'ensemble de la procédure déclenchée après la mort, le 12 janvier 1985, d'Eloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne, et de son compagnon Maurice Nonnaro, tués par des gendarmes du GIGN lors de l'occupation d'une ferme à La Foa. Les avocats du FLNKS n'en demandaient pas tant.

Désignée par la Cour de cassation, la chambre d'accusation n'était saisie que d'un point de droit relatif à la constitution de partie civile. Elle est allée bien au-delà, considérant nulle l'ensemble de la procédure, constatant que, des officiers de police judiciaire étant pourrains susceptibles d'être mis en cause, « ni le magistrat instructeur ni le procureur de la République (...) ne pouvaient ignorer la nature des forces qui y avaient pris part ».

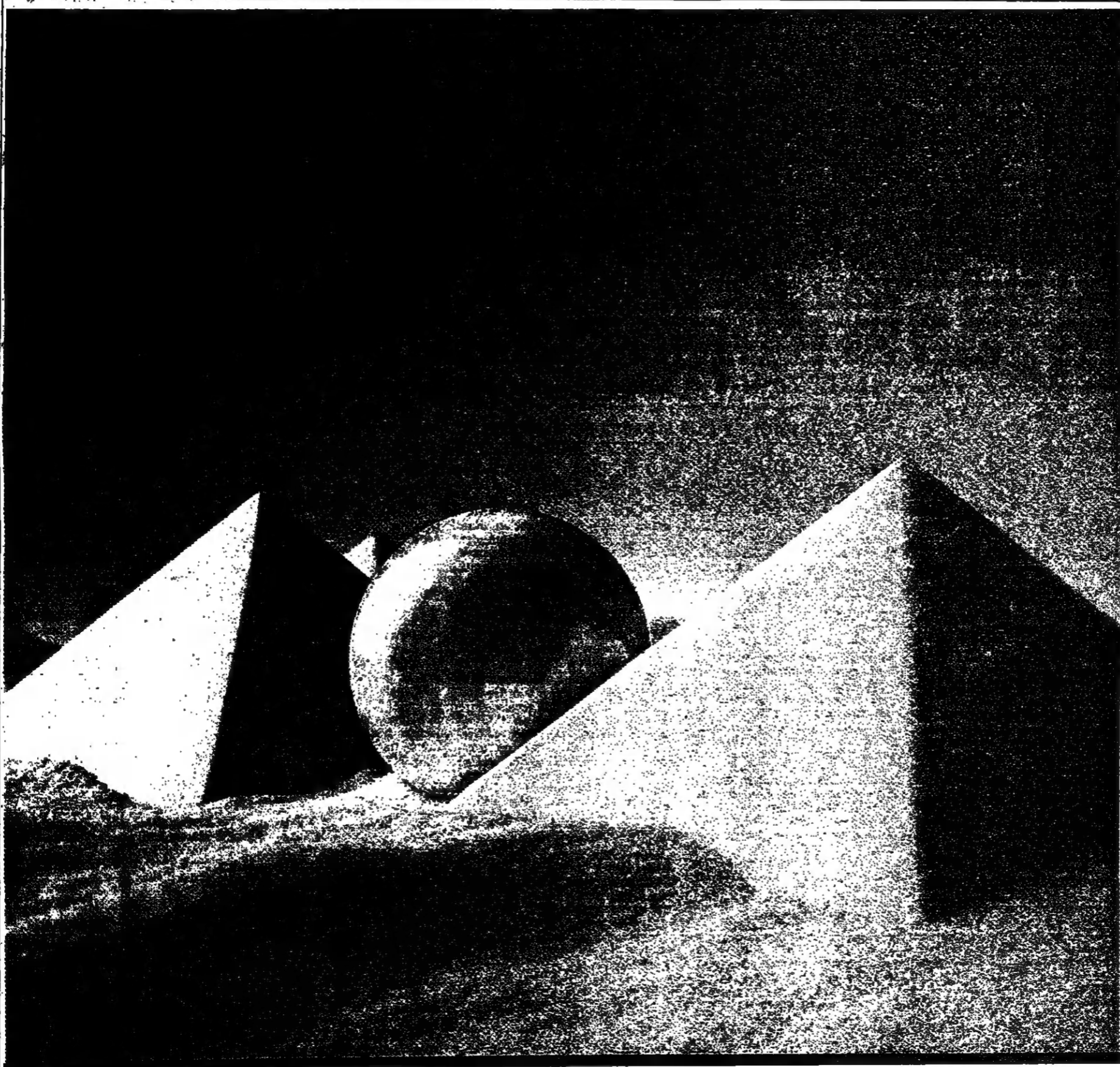
Une requête aurait dû être présentée par le procureur de la République à la chambre criminelle de la Cour de cassation qui aurait désigné

la juridiction chargée de l'instruction.

Pour les avocats, « cette situation conduit à ce que, plus de trois ans après les faits, les conditions dans lesquelles Eloi Machoro et Marcel Nonnaro ont été tués ne soient toujours pas officiellement élucidées et qu'il soit nécessaire de reprendre en sa totalité une information judiciaire qui avait clairement permis d'établir certaines responsabilités ». Ils se sont aussitôt pourvus en cassation.

Si la décision des juges parisiens représente un nouveau camouflet aux magistrats de Nouméa, si fréquemment mis en cause, et depuis quelques mois régulièrement désaisés des affaires sensibles, elle ne va guère contribuer à calmer les esprits en Nouvelle-Calédonie où Eloi Machoro, constante référence des militants canaques, est devenu un héros symbolique de la lutte pour l'indépendance.

AGATHE LOGEART.



UN LIVRE D'ACTUALITÉ

### DROIT DES ELECTIONS

par Claude FRANCK

Pour tout savoir sur les mécanismes électoraux  
1988, 288 pages, 280 F  
(par téléphone au 31.65.88)

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ENCYCLOPEDIE DELMAS POUR LA VIE DES AFFAIRES

### COMPAREX : le compatible par excellence

Des technologies de pointe pour une gamme complète de moyens et grands systèmes informatiques compatibles. Des hommes compétents pour un service de qualité.

**COMPAREX**  
Une filiale de BASF et de Siemens

COMPAREX Information Systems Z.A. du Petit Nantier 21, rue des Peupliers F-92000 Nanterre  
COMPAREX Information Systems S.A., N.V. Avenue Hamoir 14 B-1180 Brussels  
COMPAREX Informationssysteme AG Postfach CH-8820 Wädenswil/Au





50 مائة مائة

# Politique

## La campagne pour les élections législatives

### Dans les Vosges, M. Philippe Séguin « au ras des pâquerettes »

ÉPINAL de notre envoyé spécial

L'extension problématique d'un hypermarché, les démolitions d'un contractuel avec les antennes, listes, la perspective d'une implantation d'une de pâte à papier : fidèle aux consignes chiraquiennes, Philippe Séguin mène campagne « au ras des pâquerettes ». En deux semaines, le maire d'Épinal aura promené son scepticisme proverbial et son humour à fleur de peau dans les quatre-vingt-quinze communes de sa circonscription. Devant des auditeurs composés en moyenne d'une quinzaine de personnes, quelques conseillers municipaux, leurs épouses, une poignée de citoyens méritants - sans fioritures ni vin d'honneur, l'ancien ministre des affaires sociales développe à la demande sa vision des affaires locales, nationales et mondiales.

Le scénario est toujours le même. Une prudente introduction sur l'époque « trouble », sur la situation politique « compliquée », quelques piques à l'intention de Lionel Stoléru, autre Vosgien d'adoption - « celui-là, en quinze jours, il a soutenu successivement Barre, Chirac et Mitterrand. C'est un cas d'espèce », - et les questions démarquant, révélaient dans leur variété les préoccupations immuables de la France profonde.

La voiture. « On ne peut plus stationner à Épinal », se plaignent les citoyens de La Baffe. Toutes les routes convergent sur la personne d'une contractuelle municipale, apparemment aussi belle qu'inflexible. Les citoyens de La Baffe s'inquiètent d'autant plus que le maire d'Épinal vient d'engager trois autres contractuelles. « A l'heure qu'il est, demande un pointilleux, elles ont déjà le droit de coller des PV ? La révolte qui grande n'inquiète nullement le maire : « Je sais bien que si vous voulez vraiment les flaquez dans la Mousille, il y en a une que vous y faites même depuis longtemps ». « Est-ce sûr que l'usine de pâte à papier va s'implanter à Golbey ? », demande un autre sans transition. Oui, on en est sûr, répond le candidat, qui gratifie aussitôt son public d'un cours sur le marché mondial de la pâte à papier.

L'étape suivante ramène Philippe Séguin à ses amours ministérielles : la Sécu. Non seulement, pour nombre de ses électeurs, il porte le fardeau des mesures d'économie qu'il a dû appliquer - la cessation du remboursement à 100 % des fameux « médicaments de confort » - mais le Calme d'assurance-maladie des Vosges a cru malin d'exiger de tous les malades qu'ils justifient de la nécessité des visites médicales à domicile. Auditoire après auditoire, Philippe Séguin rappelle consciencieusement que « le ministre n'a aucun pouvoir sur les caisses locales, qui sont souveraines en ce domaine ». Explication qui n'empêche nullement le débat de dévier vers... la santé du candidat lui-même : « Philippe, vous fumez trop, vous buvez trop de café et vous ne dormez pas assez », lui reproche un grand-mère de Doyvillers.

Le conseil municipal de Jussey attend le victorieux de pied fermé. « Êtes-vous décidé oui ou non à défendre notre bifteck ? » attaque

un conseiller. Au centre de la controverse : l'hypothétique extension de l'hypermarché de cette commune périphérique, que surveillent d'un œil noir les commerçants du centre-ville d'Épinal. Philippe Séguin doit déployer des trésors de persuasion de sa parfaite neutralité dans cette affaire. Et de leur glisser discrètement : « Si vous pouvez démontrer que cet hypermarché prendrait surtout des clients aux commerçants de Nancy, ce serait un élément de poids dans le dossier. »

#### Ressembler au parti au pouvoir

La dernière réponse à peine expédiée, l'ancien ministre jait de sa chaise, serre les mains des présents, refuse en bougonnant de répondre aux questions d'Antenne 2 qui le suit à la trace depuis le début de l'après-midi, retourne à la maîtrise marier le fils d'un adjoint, et passe en revue avec accablement le pro-

gramme de la soirée : un match de foot, une rencontre de hand-ball, un concert, une visite aux florales, une réunion avec les Français musulmans.

Chaque voix compte. Le 8 mai, François Mitterrand a recueilli dans la circonscription 54,75 % des suffrages, ce qui explique la modération du ton séguiniste à l'égard du « président Mitterrand » : « Il faut tout de même que je récupère 5 % des gens qui ont voté pour lui. » Il y était magistralement parvenu en pleine « vague rose » de 1981, alors réélu député avec un écart plus large encore qu'en 1978. Ce souvenir l'a aidé à décliner la proposition de Jacques Chirac de lui réserver une circonscription capitonnée dans les Yvelines.

Entre deux réunions, sur les routes sinueuses des Vosges, Philippe Séguin rêve à voix haute du grand parti « po-pu-laire » que devrait devenir le RPR : « Il faut intégrer les préoccupations des gens, parler leur langage. Quand on pense qu'on s'est fait voler par Mit-

terrand le pragmatisme, qui avait toujours été notre point fort, c'est le comble ! Et il faut aussi que nous réussissions à garder au moins une partie du centre. Pour battre un parti au pouvoir, il faut lui ressembler. »

« Séguin bénéficie de son physique », soupire son adversaire socialiste, Gérard Welzer. Il est vrai que le duel Welzer-Séguin évoque une improbable rencontre Woody Allen-Lino Ventura. Avocat de Bernard Laroche dans l'affaire Grégory, président départemental de la Ligue des droits de l'homme, spinalien de souche, Gérard Welzer ne manque pourtant pas d'atouts. Il a inauguré sa campagne par une grande réunion « médiatique », au cours de laquelle il a reçu le soutien des journalistes Ivan Levai et Frédéric Pottecher, et il dénonce « le Séguin d'Épinal, qui ne ressemble pas du tout au Séguin de Paris ». « Il fait lancer par son entourage des campagnes contre moi parce que j'ai réussi à faire revenir un ouvrier tunisien injuste-

ment expulsé. Il a accueilli Pasqua dans sa mairie avec un tissu de louanges. C'est le seul jeune ministre RPR à n'avoir jamais réagi à la mort de Malik Oussekine. »

« Si les socialistes présentaient une chaise avec une rose accrochée dessus, elle ne ferait pas une voix de moins que Welzer dimanche prochain », s'esclaffe Philippe Séguin pour toute réponse.

Entre deux morceaux de bravoure sur l'élargissement de la RN 57, l'ancien ministre, sans avoir l'air d'y toucher, livre parfois une méditation désabusée sur l'impopularité : « Bien des grands hommes ont été impopulaires ; le rôle d'un député n'est pas seulement d'exprimer l'opinion moyenne de ses électeurs, mais aussi parfois de la précéder. » Il éperonne son chauffeur, agrippe au téléphone son directeur de cabinet qui lui mitonne des programmes « à la con », fixe pensivement la ligne bleue des Vosges et, comme tout le monde, attend patiemment que tout cela se termine.

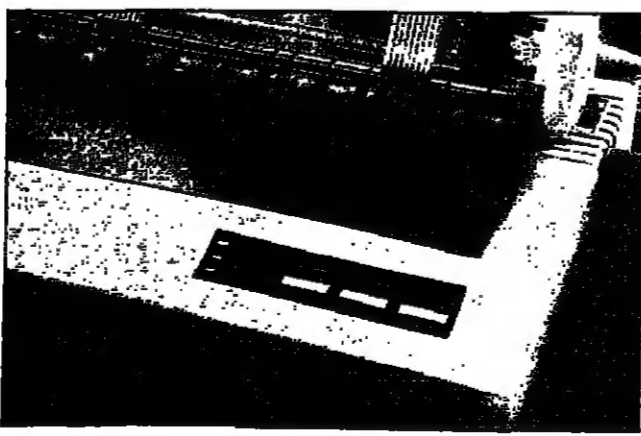
DANIEL SCHNEIDERMANN.

### M. Emmanuelli annonce des « gestes » en faveur du PCF

M. Henri Emmanuelli, secrétaire national du PS chargé de la communication, a déclaré, le lundi 30 mai sur France-Inter, que les socialistes envisagent de « faire des gestes » en direction des communistes et de « retirer des candidats » entre les deux tours « pour permettre à des dirigeants communistes d'accéder à l'Assemblée nationale ».

Par ailleurs, M. Emmanuelli s'est dit convaincu que « l'ouverture se fera après les législatives même s'il y a une vague rose », car une « extraordinaire mutation » s'est produite au PS depuis 1981. Enfin le député des Landes a expliqué que « beaucoup de membres du comité directeur », et lui-même, ont préféré Pierre Mauroy à Laurent Fabius parce qu'« ils ne souhaitent pas voir un présidentiable à la tête du PS ».

# Montre en main, citez le fabricant de l'imprimante qui affiche la plus forte progression des ventes en France.



### M. Pierre Juquin prône l'alliance « des rouges et des verts »

M. Pierre Juquin a annoncé, le lundi 30 mai, son intention de créer, avec les écologistes, « un mouvement indépendant de tous les partis existants », qui devrait être « un mouvement autogéré, démocratique, avec une plate-forme cohérente et d'un niveau élevé ». La rencontre des rouges et des verts, ou des rouges-verts, a-t-il ajouté, devrait nous permettre d'aller plus loin.

Des candidats aux élections législatives ayant soutenu les candidatures de M. Waechter ou de M. Juquin à l'élection présidentielle ont rédigé un texte dans lequel ils expriment « leur volonté commune de travailler à fonder une société plus juste ». Ce texte, intitulé Solidarité-Écologie-Démocratie, définit quatre priorités sur lesquelles, selon M. Yves Cochet (candidat écologiste dans la deuxième circonscription d'Ille-et-Vilaine), « les verts et les juquinois pourraient arriver à un accord ». Ces quatre priorités sont : « La reconstruction des solidarités collectives, la maîtrise du développement technologique, la participation aux choix collectifs avec une extension de la citoyenneté à tous les résidents immigrés et le rééquilibrage des rapports Nord-Sud. »



50:30 minutes

# Communication

Après la libération de trois fréquences

## La CNCL va autoriser de nouvelles radios FM à Paris

La Commission nationale de la communication et des libertés vient de lancer un appel à candidature complémentaire pour l'exploitation de radios sur la bande FM de Paris et de la région parisienne. Trois fréquences se trouvent en effet disponibles sur la capitale : celle occupée précédemment par Electric FM, la radio liée au groupe Bouygues, qui, faute de pouvoir continuer à assurer un programme conforme à ses engagements s'est vu retirer son autorisation ; et deux autres, libérées récemment par l'armée.

En outre, une nouvelle fréquence pourra être attribuée en proche banlieue parisienne et plusieurs autres — dont le nombre est encore à préciser — dans une région située dans un rayon supérieur à 40 km du centre de Paris. La liste définitive des fréquences sera publiée après le 20 juin, date limite du dépôt des candidatures.

Les candidats malchanceux au mois de juillet 1987 pourront se contenter cette fois de renouveler leur demande en complétant les formulaires remis au siège de la CNCL. Des candidats qui pourraient donc se compter encore par dizaines, même si le temps depuis l'état d'attente ou raison de quelques engagements. Parmi les « résistants » figurent bien sûr Radio-Contact dont le contentieux avec la CNCL est loin d'être épuisé ; Radio-Soleil,

Radio-Paris... Aussi Radio-Aligné et Ici-et-Maintenant qui avaient accepté, en désespoir de cause, de partager temporairement la même fréquence et aimeraient reprendre leur liberté. Et puis surtout Radio-France internationale, qui émet déjà sur ondes moyennes et dont le PDG, M. Henri Tézenas-du Montcel ne cesse de plaider la cause. A l'appui de sa demande, il invoque la mission de service public vis-à-vis des communautés étrangères résidant en région parisienne et le droit, pour les Français qui, après tout, financent la station, de pouvoir se faire une opinion sur cet aspect de la France tout en bénéficiant d'un type d'informations souvent non traitées par les autres médias.

A. Co.

Signature d'une nouvelle convention collective

## Les artistes-interprètes renoncent à faire grève

La grève a été évitée in extremis, car la nouvelle convention collective entre les artistes-interprètes et leurs employeurs (TF 1, A 2, M 3, Canal Plus, l'INA, la SFP et l'Union syndicale des producteurs de l'audiovisuel) devait être signée le mardi 31 mai. Réunis, lundi, en assemblée générale, au théâtre Saint-Georges à Paris, quelque cinq cents artistes-interprètes ont voté, à l'unanimité moins six voix et cinq abstentions, la levée du mot d'ordre de grève générale sur toutes les chaînes, décidée le 16 mai et qui devait prendre effet le 1<sup>er</sup> juin (le Monde du 18 mai).

En revanche, la grève des productions à destination de la Cinq et de M 6, décidée le 22 février, est maintenue, puisque ces chaînes refusent toujours de signer la nouvelle convention.

L'engagement pris par les signataires de ne pas coproduire ni céder leurs émissions à la Cinq et à M 6, jusqu'à la fin de l'année, a permis de débloquer la situation. Après cette date, ils ne pourront le faire que si un accord sur la rémunération des artistes pour les rediffusions a été conclu entre les deux chaînes privées et les syndicats d'artistes.

Pour la SEPT, future chaîne culturelle européenne, la grève est suspendue jusqu'à la réunion, le 3 juin, du conseil d'administration, qui doit en principe décider la signature de la convention. Les organisations syndicales demandent, enfin, aux pouvoirs publics l'extension de la nouvelle convention collective à l'ensemble de ses partenaires — et notamment à la Cinq et à M 6 — dans les plus brefs délais.

## Prise de participation dans les imprimeries François et Cino Del Duca M. Maxwell s'offre des rotatives

Le patron de presse britannique M. Robert Maxwell vient de faire une entrée en force dans un des derniers secteurs de la communication où il n'était pas présent en France, celui de l'imprimerie. Le dirigeant de Maxwell Communication Corporation a pris le contrôle, le dimanche 29 mai, après un mois de négociations, de 67 % des imprimeries François d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne) pour un montant d'environ 3 millions de francs.

Spécialisées dans l'impression de catalogues de vente par correspondance (la Redoute, les Trois Suisses, Damart etc.) qui représentent 50 % de leur chiffre d'affaires — 192 millions de francs en 1987 — les imprimeries François fabriquent aussi une partie de *Télé 7 Jours* et *Paris-Match* appartenant au groupe Hachette-Filippacci, ainsi que des pages du magazine de télévision du groupe Hersant. Elle a dégagé, en 1987, un bénéfice net de 2,2 millions de francs. Les imprimeries François étaient en quête d'un partenaire pour développer leur activité d'héliogravure.

M. Maxwell était tout trouvé. D'autant que le bouillant patron de presse britannique est en train de

négoier l'achat de 49 % de l'imprimerie Cino Del Duca de Blois (Loir-et-Cher), la dernière unité d'impression du groupe des Editions mondiales. Spécialisée aussi dans l'héliogravure, l'entreprise de Blois imprime *Télé-Poche* (principal titre des Editions mondiales avec 2,3 millions d'exemplaires) mais aussi *Intimité*, *Nous deux*, *Ici-Paris* et le magazine de programmes télévisés de Canal Plus. Cino Del Duca a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de l'ordre de 500 millions de francs et emploie cinq cent quarante personnes.

Déjà présent dans TF 1, dans la production audiovisuelle (TCT et la CIPAC de M. Hervé Bourges), dans les agences (ACP et Sygma), M. Maxwell pose donc ses jalons dans l'imprimerie. Dès ce mois, les imprimeries François fabriqueront le supplément de son *Sunday Mirror*. Mais la stratégie d'imprimeur de M. Maxwell ne devrait pas s'arrêter en si bon chemin : il cresse en effet le projet de créer deux quotidiens en 1989. Or, ni les imprimeries François, ni celle de Blois, n'en sont aujourd'hui capables.

YVES-MARIE LABÉ.

# Arrêtez vos montres, c'est Citizen.

Vous connaissez sans doute Citizen pour son secteur horlogerie. Ce n'est pas étonnant, car Citizen est le plus important fabricant de montres au monde.

**Aux Armes Citizen!**  
Mais vous ne savez peut-être pas que Citizen Europe offre une gamme complète d'imprimantes pour répondre à tous les besoins du monde des affaires. Elle comprend des imprimantes matricielles à 9 aiguilles et à 24 aiguilles, des imprimantes à marguerite et l'Overture 110\*, notre nouvelle imprimante à laser.

D'ailleurs, en l'espace de deux ans, notre société est devenue le quatrième fabricant d'imprimantes matricielles sur le marché français. Et notre 120D est le numéro un des imprimantes dans sa catégorie (Source IDC Rapport de 1988).

**Vers l'Europe**  
En Europe, Citizen se classe en quatrième position pour la vente d'imprimantes matricielles, un résultat impressionnant pour une société qui n'a pas encore trois ans d'existence.

Nous tirons le meilleur profit de nos investissements en Europe, et l'usine que nous avons implantée en Grande-Bretagne fabrique 10.000 imprimantes par mois. De plus, d'ici la fin de l'année, toutes nos imprimantes matricielles seront fabriquées en Europe. Pour l'Europe.

### L'Assurance Du Succès

Dès le début, nous avons offert à nos clients une garantie unique de deux ans. Comme nous venons de célébrer notre deuxième anniversaire, vous devez vous demander si nous sommes maintenant en mesure de déterminer la fiabilité de notre matériel. Le taux d'anomalies ne dépasse pas 1 sur 1.000. Du sérieux. Du solide.

### Offre Exclusive

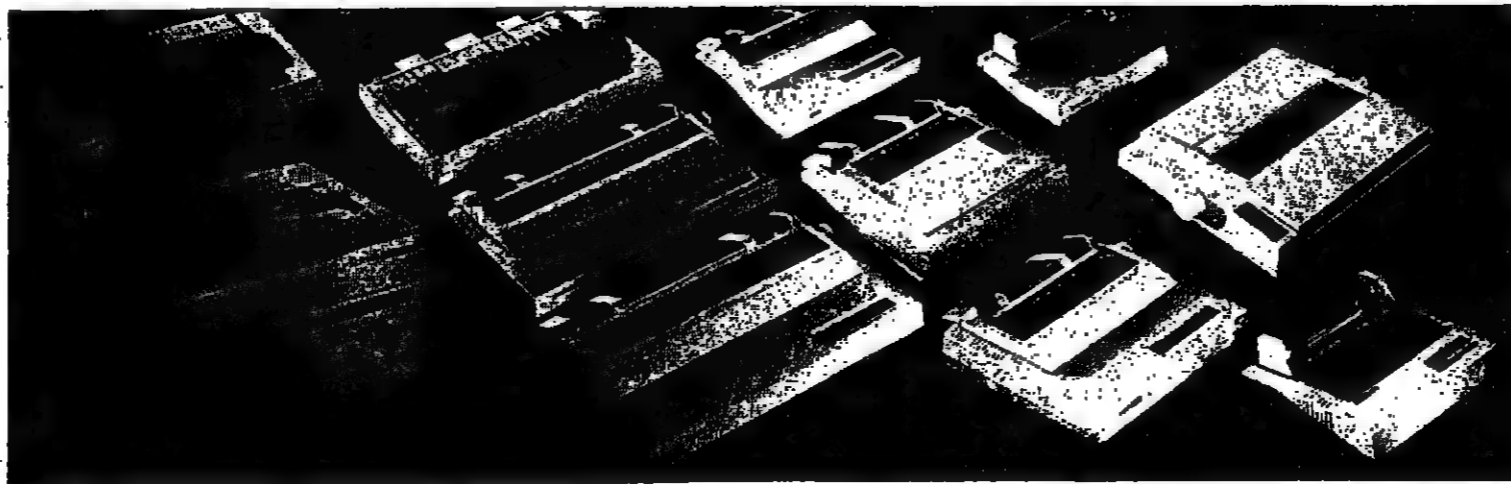
Sans plus tarder — et jusqu'à épuisement des stocks — profitez de notre offre exclusive qui combine deux géants de l'informatique: Citizen et GEM Desktop Publisher.

Si vous achetez une Citizen HQP40, 45 ou encore une MSP40, 45, 50 ou 55, nous vous offrons, sans supplément, le logiciel GEM Desktop Publisher (Valeur: 3540 FF H.T.).

Mais dépêchez-vous, le temps c'est de l'argent.

Les imprimantes Citizen sont distribuées en France par Alfatronic (t) 69 07 78 08  
Ornilogic (t) 45 21 15 50

\* GEM Desktop Publisher est une marque déposée de Digital Research.



Dépêchez-vous, le temps s'écoule.  
Prêtez de m'envoyer de plus amples détails sur l'offre exclusive Citizen/GEM Desktop Publisher.  
A renvoyer rempli à l'adresse suivante:  
OPERATION CITIZEN/GEM - 176, av. Ch. de Gaulle - 92522 Neuilly Cedex.  
Nom: \_\_\_\_\_  
Prénom: \_\_\_\_\_  
Société: \_\_\_\_\_ Fonction: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Code Postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_  
CLM

**CITIZEN**  
IMPRIMANTES

### A la Cour européenne de justice

#### Cassettes vidéo et droits d'auteur

La Cour de justice de Luxembourg vient de rendre un arrêt très favorable aux producteurs de cinéma et aux éditeurs de cassettes vidéo. Selon cet arrêt en effet, un pays de la CEE peut interdire la location d'une cassette sur son territoire pour protéger les droits d'auteur, même si cette cassette est disponible librement dans un autre Etat de la Communauté.

L'affaire remonte à 1986. Cette année-là, la filiale britannique de Warner Brothers décide d'éditer son film *Jamais plus jamais* en cassettes vidéo. Warner le commercialise directement en Grande-Bretagne, mais cède ses droits à des sociétés différentes dans les autres pays de la Communauté. Au Danemark, c'est la compagnie Metronome Video Aps qui est choisie.

Or les droits anglais et danois sont, sur un point au moins, radicalement différents. En Grande-Bretagne, on ne peut empêcher l'acheteur d'une cassette enregistrée de la louer. Au Danemark, comme en France, le loueur doit acquitter, en plus du prix de la cassette, le versement des droits d'auteurs. Pas plus que son homologue parisien, le propriétaire d'un vidéoclub de Copenhague ne peut se contenter d'acheter une cassette au supermarché pour la placer ensuite sur ses propres rayons. L'un d'entre eux, pourtant, M. Erik Christiansen, tente de contourner la difficulté en achetant une cassette de *Jamais plus jamais* en Grande-Bretagne pour la louer, chez lui, au Danemark. La société Metronome lui tente alors un procès qui va devenir exemplaire, remonter jusqu'à la Cour de Justice européenne et inquiéter plusieurs Etats de la CEE.

L'exploitant danois argue en effet du droit britannique et du Traité de Rome sur la « libre circulation des biens et des services ». Les avocats de Metronome et de Warner soulignent, au contraire, l'importance prise par la location dans l'exploitation d'un film en vidéo, et le préjudice subi par l'auteur s'il n'en était pas tenu compte. Une analyse soutenue devant la Cour du Luxembourg, tant par la Commission de Bruxelles que par les gouvernements danois, français et même britannique. La Cour de Justice a donc décidé de les suivre.

P.-A. G.



مكتبة منارات

# TOUS ENSEMBLE POUR SE MESURER AVEC LE FUTUR.

**WEBER**

**SOLEX**

**JAEGER**

**VEGLIA BORLETTI**

**CAVIS**

**CARELLO**

**SIEM**

**Borletti  
CLIMATIZZAZIONE**



# MAGNETI MARELLI

Un nouveau groupe industriel vient de naître dans le secteur des composants pour véhicules: Magneti Marelli. Un groupe d'entreprises qui ont résolu d'unir leurs ressources et leurs investissements, leurs projets et leurs idées, leurs hommes et leur know-how. 2000 per-

sonnes en France, Italie, Angleterre, Espagne, États-Unis et Brésil livrées à la recherche et au développement. Magneti Marelli sait que le futur ne peut passer qu'à travers l'électronique la plus avancée en développant un hardware spécifique et un soft-

ware sophistiqué. Les investissements coordonnés en innovation et nouvelles technologies sont équivalents à 16% du chiffre d'affaires et représentent l'instrument pour aboutir à une position de leadership dans la production des systèmes intégrés entre eux.





CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Table with 2 columns: Venue/Time and Concert Details. Includes E.O.P. (Soprano: R. YAKAR, Piano: C. LAVOIX), JORMA HYNINEN, E.O.P. (Direction: JACQUES HOUTMANN), IV<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL D'ORCHESTRE HAENDEL « LE MESSIE », CINQUE ET ORCHESTRE FONDACTION GULBENKIAN, ROYAL PHILHARMONIC ORCHESTRA, ASHKENAZY, ORCH. PHILHARM. de MONTE-CARLO, N.O.P. (Dir.: MAREK JANOWSKI), QUATUOR ARTIS BRUNO RIGOTTO, ARTHUR RUBINSTEIN, SVIATOSLAV RICHTER, LES ARTS FLORISSANTS, CHRISTIE CHARPENTIER DAVID et JONATHAS, BEETHOVEN YO YO MA, EMMANUEL AX, LAMINA, DEBUSSY-KATCHATURIAN, MOUSSORSKY-GERSHWIN.

VENTES

Cachemires de France et d'ailleurs

Il faisait froid pendant le siège de Paris en 1870. On faisait feu de tout bois et les métiers à tisser de châles en cachemire, symboles d'une industrie florissante à Paris, mais aussi à Lyon et à Nîmes, furent réduits en cendres. Passés de mode, les châles tombèrent dans l'oubli. La vente aux enchères le 6 juin prochain à Drouot de quelque 140 pièces européennes et indiennes, à grande majorité tissées et non imprimées comme la production actuelle, fera revivre leur histoire.

INSTITUT

Election de M. René Pomeau à l'Académie des sciences morales et politiques

L'Académie des sciences morales et politiques a élu, le lundi 30 mai, M. René Pomeau, professeur émérite à l'université de Paris-IV, au siège de M. Pierre Clarac, décédé le 6 décembre 1986. Le résultat a été obtenu au deuxième tour du scrutin par 20 voix sur 37 votants.

Advertisement for PIANO Passionné, featuring Perlemuter, Brendel, and Ashkenazy.

Culture

THÉÂTRE

« Les Eaux et forêts », de Marguerite Duras

Le passage clouté

Tout commence par une morsure de chien sur un passage clouté. Tout s'achève entre les rives incertaines du rire et de la peur.

Une compagnie tunisienne au Café de la danse

Le groupe de recherche chorégraphique Irina Tatibout se produira pour quatre représentations au Café de la danse avec les Mots vides.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Tempête dans les manuels de littérature

1 Mission impossible.

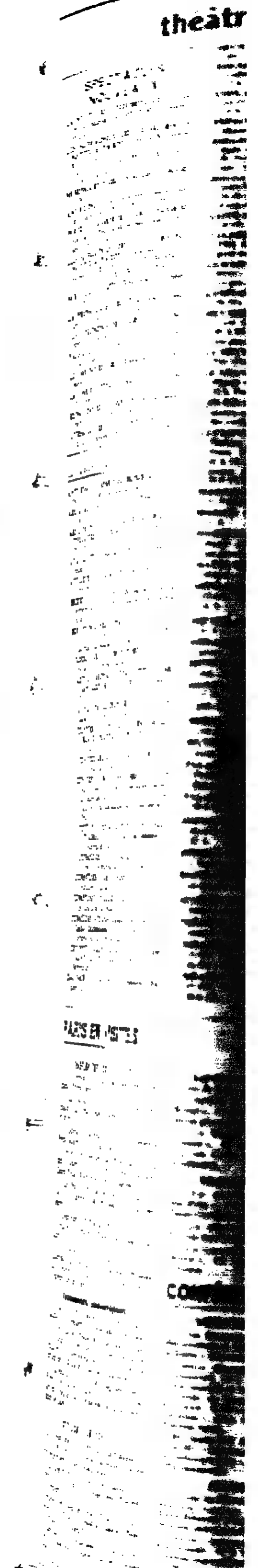
Le long règne d'André Lagarde et de Laurent Michard sur les grands auteurs français du programme de l'enseignement secondaire, en six volumes, du Moyen Âge au vingtième siècle, s'achève-t-il ?

2 Pauvre Lamartine !

Il y a un mois ou deux, Hachette, agacé par le monopole de Bordas sur la littérature française au programme du secondaire, sur le marché lancé, dans la collection « Perspectives et confrontations », sous la direction de Xavier Darcos, son propre recueil de textes en quatre volumes pour le moment.

3 L'atelier du photographe.

Les Familles littéraires françaises, de Jacques Brenner (Grasset, 90 F), qui réunit des études, des préfaces, de simples articles consacrés à des maîtres de la littérature française, peut tout naturellement servir de commentaires à ces anthologies scolaires.



Handwritten signature or text at the bottom of the page.



Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LA NUIT DE L'HYDRELEZ, Centre Miroslav (45-89-01-60) (dern.) 20 h 45.
LES SEMAINES DE LA MARIONNETTE A PARIS, Centre Wallonie-Bruxelles (42-71-26-16) 20 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26), Ep. 201, 21 h.
EDGAR (43-20-85-11), Les Babes au bois, 20 h 30.
EDOUARD-VE SACHA GUITRY (42-47-07-40), Les Listons dangereux, 21 h.

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE (45-46-43-60), Le Chapeau de paille, 12 h 30.
TINTAMARRE (48-87-33-82), Mr. Belm, 20 h 15.

VARIÉTÉS (42-32-09-92), C'est encore mieux Papillon, 20 h 30.
OPÉRA
OPERA-COMIQUE SALLE FAVART (42-06-06-11), Thais, 19 h 30.

LEUVRE AU NOIR (Fr.-Bel.), Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 11 (43-87-35-43); UGC Champs-Elysées, 12 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); PRICK UP YOUR EARS (Fr.), (Brit. v.a.), Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

DÉMONS 2 (Fr.), (v.f.), Brady, 10 (47-70-08-86).
LE DIAMANT DU NIL (A., v.f.), Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
DOCTEUR FOLAMOUR (Brit. v.a.), Le Champ, 5 (43-54-31-50).

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CEAULIOT (47-84-34-36)
Cycle de restaurations, 16 h; Festival de Cannes 1988, en circuit regard (v.a.); The Harms Case (1987-1988, v.a.), de Stephen D. Paul, 19 h; Festival de Cannes, la première des réalisations; Soursour (1988, v.a.), de M. N. N. 21 h.

Les exclusivités

ADIEU JE T'AIME (Fr.), Le Montparnasse, 14 (43-27-53-57).
LES ALLES DU BÈRE (Fr.-All. v.a.), Saint-André-des-Arts, 1 (45-28-48-18).
ALOUETTE JE TE PLUMERAI (Fr.), Luce, 10 (45-44-10-60).

Les grandes reprises

ABOÛT DE SOUFFLE (Fr.), Les Trois Lurons, 6 (46-33-97-77).
L'ARCENT (Fr.), Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.), Panthéon, 9 (45-54-15-04).

LES FILMS NOUVEAUX

AMERICAN CHICANO, Film américain de Chaco Martin, v.a.; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Bienvenue Montparnasse, 12 (45-44-25-02); v.f.; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Images, 18 (45-23-47-94).

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-08-77-71), Les Cabiers rageo 20 h 30.
ARCANES (43-38-19-70), Prestige 11, 20 h 30.
ARLEQUIN (45-89-43-22), o Passage, 20 h 30.
ATALANTE (46-06-11-90), Miroslav, 20 h 30.

Conférences

MERCREDI 1er JUIN
« La vie et l'œuvre d'Auguste Rodin », 15 heures, 77, rue de Valenciennes.
« La Mésopotamie », 14 h 30, entrée, place du Puits-de-Fermité (Michèle Folyer).

Paris en visites

MERCREDI 1er JUIN
« Les salons de l'Arsonal », 15 heures, 1, rue de Sully (Pyram).

Conférences

MERCREDI 1er JUIN
3, rue Rossmann, 19 heures: « Culte des ancêtres et féodalisme: le Gishon et le Zefu » (Arcus).

Paris en visites

MERCREDI 1er JUIN
« La vie et l'œuvre d'Auguste Rodin », 15 heures, 77, rue de Valenciennes.

Paris en visites

MERCREDI 1er JUIN
« La vie et l'œuvre d'Auguste Rodin », 15 heures, 77, rue de Valenciennes.

Paris en visites

MERCREDI 1er JUIN
« L'Opéra », 18 heures, sur les marches (Paris passion).

Paris en visites

MERCREDI 1er JUIN
« La vie et l'œuvre d'Auguste Rodin », 15 heures, 77, rue de Valenciennes.

Paris en visites

MERCREDI 1er JUIN
« La vie et l'œuvre d'Auguste Rodin », 15 heures, 77, rue de Valenciennes.

Paris en visites

MERCREDI 1er JUIN
« La vie et l'œuvre d'Auguste Rodin », 15 heures, 77, rue de Valenciennes.

Paris en visites

MERCREDI 1er JUIN
« La vie et l'œuvre d'Auguste Rodin », 15 heures, 77, rue de Valenciennes.

Paris en visites

MERCREDI 1er JUIN
« La vie et l'œuvre d'Auguste Rodin », 15 heures, 77, rue de Valenciennes.

Le 1er juin à partir de 12 h Avec Le Monde sur Minitel ADMISSIBILITÉS EDHEC - ESC REIMS ICN - ESC ROUEN GRANDES ÉCOLES 36.15 LEMONDE

LES FILMS NOUVEAUX AMERICAN CHICANO, Film américain de Chaco Martin, v.a.; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Bienvenue Montparnasse, 12 (45-44-25-02); v.f.; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Images, 18 (45-23-47-94).

LE DYNAMISME et l'EFFICACITÉ LINGUISTIQUES ANGLAIS ALLEMAND ESPAGNOL ITALIEN JAPONAIS FRANÇAIS ARABE PORTUGAIS

GYNASE-MARIE BELL ROMAN POLANSKI La Métamorphose de KAFKA DERNIERE le 11 juin

Une sélection française et internationale 21 compagnies représentations Cinéma d'Animation du 25 mai au 11 juin au PLATEAU BEAUBOURG Centre WALLONIE - BRUXELLES Théâtre du TOURTOUR



Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Les cures thermales en question

Six cent mille curistes chaque année. Un milliard de francs remboursés par la Sécurité sociale pour cette thérapie par l'eau qui vient d'être l'objet d'enquêtes et de rapports.

**P**LUS de 1 milliard de francs, c'est ce que l'assurance-maladie a dépensé en 1984 (dernier chiffre analysé) pour les cures thermales, et la croissance de ces coûts continue d'être plus élevée que celle de toutes les autres dépenses de soins.

Six cent mille personnes bénéficient chaque année de cures, prescrites par leur médecin, dans l'une des quatre-vingt-dix-neuf stations thermales agréées en France.

Un accord préalable des caisses d'assurance-maladie est nécessaire pour cette prise en charge, mais l'absence de réponse des médecins-conseils dans un délai de vingt et un jours vaut acceptation. Or ils n'ont pas le temps de regarder tous les dossiers, et l'on peut dès lors se demander si ces cures, dont certaines sont très controversées, sont réellement bénéfiques pour la santé des Français et si les dépenses qu'elles entraînent sont bien justifiées.

Une récente enquête publiée par le service national du contrôle médical du régime général de l'assurance-maladie (1) apporte à cette première question (l'efficacité éventuelle des cures) une réponse plutôt positive.

Les médecins-conseils ont personnellement examiné, chaque année pendant trois ans, les malades ayant bénéficié d'une première cure en 1983 pour trois indications nettement définies : les affections des voies respiratoires, les maladies cardio-artérielles et les affections urinaires.

A titre de groupe témoin, un nombre équivalent de malades souffrant des mêmes affections mais qui n'ont pu effectuer leur cure ont été soumis aux mêmes examens.

Sur plus de trois mille malades ainsi suivis médicalement durant trois ans, 71 % de ceux qui étaient atteints d'affections des voies respiratoires ont vu leur état s'améliorer, alors que ce ne fut le cas que chez 26 % de ceux qui n'avaient pas suivi la cure. Ces pourcentages sont respectivement, pour les maladies artérielles, de 63 % et 27 %, et, pour les affections urinaires, de 68 % et 27 %.

En outre, il s'avère que le renouvellement de la cure renforce le bénéfice acquis dans les indications maladies des voies respiratoires ou maladies des voies urinaires, et qu'il contribue à une stabilisation relative pour les maladies artérielles. Les patients entrés dans cette étude ont en effet été suivis pendant trois années consécutives, et le montant de leurs dépenses de pharmacie ainsi que le nombre des journées d'hospitalisation justifiées par leur affection ont été relevés.

**Abus et défaillances**

Ces dépenses et le nombre de jours d'hospitalisation se sont révélés significativement moins élevés dans le groupe curistes que dans le groupe non-curistes pour ceux qui souffraient d'affections

Encore faudrait-il, si les établissements thermaux bénéficiaient ainsi d'un préjugé d'efficacité, qu'ils soient dignes de leur réputation et que les prestations qu'ils fournissent apportent aux malades un minimum de garanties.

Or le très récent rapport que vient de rendre à ce sujet le Haut Comité médical de la Sécurité sociale, organisme indépendant chargé de conseiller le gouvernement et les instances médicales et sociales (2), est plus que sévère sur les cures thermales.

Non seulement il confirme les critiques émises par l'inspection générale des affaires sociales en 1986, mais il relève de sérieuses anomalies, qui lui paraissent inacceptables.

Le Haut Comité dénonce en effet des écarts considérables, pour des affections identiques, dans le coût moyen des traitements thermaux selon les stations.

Il dénonce aussi « la dérive » observée dans la prescription des prestations supplémentaires, hors forfait, lesquelles sont offertes, voire imposées, aux curistes sans justification claire.

Il dénonce enfin « les graves

anomalies relevées dans le fonctionnement de certains établissements thermaux ».

Il déplore dès lors l'absence d'un contrôle systématique pour toutes les demandes de cure et considère qu'il y aurait lieu de le rétablir. Il déplore aussi l'absence de tout contrôle des établissements eux-mêmes et souhaite que l'inspection de la santé soit plus rigoureuse et que des sanctions sévères soient appliquées en cas de non-observation des injonctions.

**Quatre propositions**

Le Haut Comité conclut par quatre propositions.

● La définition d'un forfait forfait exclusif de tout supplément, ce qui interdirait les abus actuels.

● La mise en place d'un classement des établissements thermaux en fonction de leur qualité, et cela selon des modalités analogues à celles prévues par la Sécurité sociale pour les établissements de soins privés.

● La mise en œuvre, dans le cadre de la convention thermique, d'un « Code de bonne conduite et de bonne pratique ».

l'établissement thermal, médecin que l'on impose trop souvent, sinon toujours, au curiste.

Un conflit oppose à ce sujet et depuis de longues années le Syndicat des médecins thermaux français aux établissements de la Chaîne thermique du Soleil.

Un tribunal de police a condamné le 7 mai dernier, à Biarritz, la direction de l'établissement de Cambo-les-Bains (membre de la Chaîne du Soleil) à verser 5 000 francs de dommages et intérêts à un curiste qui souhaitait consulter un médecin thermal de son choix alors que la direction de l'établissement le lui avait refusé et lui avait imposé un médecin exerçant dans l'enceinte des thermes.

La Chaîne du Soleil devra en outre verser 100 francs de dommages et intérêts au médecin de Cambo qui sollicitait en vain le malade, et 10 000 francs au syndicat qui le soutenait.

Enfin, et pour faire bonne mesure, le tribunal a condamné à 5 000 francs d'amende chacun M. PDG, le directeur général et le directeur de la société pour avoir « subordonné les soins et la

consultation, alors que les consultations médicales sont des prestations de service distinctes des soins de cure ».

Le Haut Comité pour le thermalisme et le climatisme, que préside le professeur Boulange, a déclaré au *Quotidien du médecin* que ce sujet, à savoir la collusion entre cure et soins médicaux, serait prochainement analysé par l'instance qu'il préside... Il serait grand temps en effet, après les rapports successivement accablants de l'IGAS et du Haut Comité médical de la Sécurité sociale, qu'un peu d'ordre s'établisse dans le circuit (fort lucratif) des établissements thermaux, que les règles les plus élémentaires de la déontologie et de l'éthique y soient respectées, et que le milliard que la communauté consacre chaque année à des cures qui sont loin de rencontrer l'adhésion du corps médical dans son ensemble soit réellement utilisé à bon escient, dans l'intérêt des curistes eux-mêmes.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) *Revue médicale de l'assurance-maladie*, 1, 1988.

(2) Haut Comité médical de la Sécurité sociale, 42 rue Cambrenne, 75740 Paris cedex 15.



des voies respiratoires. Ce ne fut pas le cas, en revanche, pour les maladies artérielles, car la poursuite du traitement médical s'impose dans ces indications. En revanche, un nombre moindre de complications a pu être observé.

Si l'on en croit cette étude, les cures sont donc utiles.

anomalies relevées dans le fonctionnement de certains établissements thermaux ».

● Enfin, la réaffirmation du droit du patient au libre choix de son médecin et du devoir d'indépendance de ce médecin. Le Haut Comité suggère, en outre, que soit dorénavant interdite la pratique, hélas quasi généralisée, consistant en l'implantation d'un cabinet de médecin à l'intérieur même de

L'hôpital surinfecté

Beaucoup trop de malades sont aujourd'hui victimes d'infections contractées à l'occasion d'une hospitalisation. Le retour aux règles de l'hygiène s'impose d'urgence.

**STRASBOURG**  
de notre envoyé spécial

**L**E SIDA pourrait-il avoir des effets bénéfiques ? Cette épidémie, dont on commence seulement, six ans après son apparition, à prendre la mesure de la tragédie qu'elle représente, les angisses qu'elle engendre et les fantasmes qu'elle nourrit, pourra-t-elle contribuer à réduire la fréquence des infections dont sont beaucoup trop fréquemment victimes les malades hospitalisés ? Telle est l'une des hypothèses paradoxales qui ont été développées lors du Forum international d'hygiène hospitalière qui vient de réunir, au Palais de l'Europe, à Strasbourg, plus de six cents spécialistes venus de vingt pays (1). Cette réunion coïncidait avec la toute récente

parution en France d'un décret créant dans chaque établissement hospitalier un comité de lutte contre les infections hospitalières, ou « nosocomiales ».

« Il est difficile à mesurer, le phénomène est bien connu des spécialistes : tout malade hospitalisé court un risque non négligeable d'être victime d'une infection contractée lors de sa hospitalisation. Ces infections menacent aussi le personnel hospitalier.

« On évoque globalement un taux de surinfection de l'ordre de 12 % », explique le professeur Maurice Maissonnet (CHR, Rouen), président de l'Association internationale pour la recherche en hygiène hospitalière. « En réalité, il faut savoir que les accidents surviennent de manière très régulière et un véritable hit-parade des germes retrouvés chez les malades hospitalisés surin-

fectés, expliquent les professeurs Maurice Maissonnet et Jean-Pierre Bocquet (CHR de Nice). A certaines périodes, le staphylocoque est numéro un. A d'autres moments, c'est le streptocoque. » Quelques centres hospitaliers universitaires ont ainsi développé une surveillance informatisée et continue actualisée de l'hospitalisme infectieux dont ils sont victimes. Les informations collectées peuvent ensuite être diffusées à l'ensemble des services concernés, de manière à fournir les réponses thérapeutiques les mieux adaptées et à évaluer à terme leur efficacité.

Malheureusement, selon les spécialistes réunis à Strasbourg, de tels systèmes sont encore trop rares en France, notamment en dépit des importantes conséquences financières liées aux infections hospitalières.

Malheureusement, selon les spécialistes réunis à Strasbourg, de tels systèmes sont encore trop rares en France, notamment en dépit des importantes conséquences financières liées aux infections hospitalières.

**JEAN-YVES NAU**  
(Lire la suite page 21.)

(1) Forum international d'hygiène hospitalière. Cette manifestation était organisée du 24 au 27 mai, à Strasbourg (Palais de l'Europe), par l'Association internationale pour l'hygiène hospitalière, qui coïncidait à cette occasion le vingtième anniversaire de sa création.

POUSSIÈRES DE PLANÈTE

**L**E système solaire avec son merveilleux cortège de planètes est-il unique ? La question, mille fois posée, n'a toujours pas trouvé de réponse nette.

Pourtant, en 1983 a été mise en évidence un vaste disque de gaz et de particules solides tournant autour de Béta-Pictoris, une étoile jeune d'une centaine de millions d'années, deux fois grosse comme le Soleil et située à quelque 450 000 milliards de kilomètres de la Terre. Depuis, ce disque de poussières a été photographié, en particulier grâce au télescope par l'European Southern Observation (ESO) exploité au Chili, et l'on a pu montrer que les particules qui le composent avaient une taille (1 micron et plus) dix fois supérieure à celle des poussières présentes dans l'espace interstellaire.

De là à penser que ces particules peuvent, en se « collant » les unes aux autres, former des objets plus gros et bientôt des planètes, il y a un pas que les astronomes se refusent à franchir sans un minimum de précautions. On est quand même « passé du sable fin aux galets ». Il est donc possible que certaines grosses planètes existent au sein de ce disque de matière tournant autour de Béta-Pictoris, mais il n'est pas exclu que l'ensemble de ce disque soit encore à un stade protoplanétaire.

Pour lever ces incertitudes, de nombreuses observations sont encore nécessaires. Un nouveau pas semble avoir été franchi avec la découverte que viennent de faire deux chercheurs de l'Institut d'astrophysique de Paris, MM. Claude Bertout et Jérôme Bouvier, en association avec un de leurs collègues américains de l'université de Californie (Berkeley), M. Gibor Basri.

Dans un article à paraître le 1<sup>er</sup> juillet dans *The Astrophysical Journal*, ils affirment avoir démontré par le calcul l'existence

de disques protoplanétaires autour de quelques étoiles de la constellation du Taureau. Loin d'eux l'idée de prétendre que des planètes gravitent autour de ces astres situés à environ 500 années-lumière de la Terre. Mais ils pensent que la moitié de ces étoiles T-Tauri — il en existe quelques centaines — seraient dotées d'une telle singularité.

Comment l'ont-ils montré ? En observant, depuis le sol ou l'espace, neuf étoiles de ce type dans le visible, l'infrarouge et l'ultraviolet, pour déterminer la quantité de lumière qu'elles émettaient. Or ces astres très jeunes présentent, selon M. Jérôme Bouvier, « un excès d'énergie dans les domaines de l'infrarouge et de l'ultraviolet ». Excès que les seuls mécanismes physiques de l'étoile ne peuvent expliquer. En revanche, la présence d'un disque de matière autour de ces étoiles permettrait de comprendre des surplus d'activité stellaire. C'est ainsi que les modèles mathématiques développés par les trois astronomes ont montré que les parties froides du disque, très éloignées du soleil central, rayonneraient dans l'infrarouge, tandis que les particules capturées par l'étoile dans les zones les plus proches du disque provoqueraient une forte émission d'ultraviolet.

L'étude des trois chercheurs français et américains paraît donc banaliser l'existence autour d'étoiles très jeunes de disques de matières ayant une taille similaire à celle de notre système solaire et qui pourraient précéder à la naissance de planètes. Sans doute faudra-t-il attendre la mise en service par la navette spatiale américaine du Space Telescope ou celle, plus terrienne, du télescope géant européen (VLT) dans les montagnes chiliennes pour parvenir à observer l'une d'entre elles dans un système autre que le nôtre.

J.-F. AUGEREAU.

(Publicité)

**UNIVERSITÉ PARIS-NORD**  
UFR Santé-Médecine

**DIPLOME UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES BIOLOGIQUES PSYCHOLOGIQUES ET SOCIALES DES SEXUALITÉS HUMAINES**

ouvert aux professionnels de la santé de l'éducation et du champ social

Inscriptions (avant le 14-7-1988) : Enseignements spéciaux, UFR Santé-Médecine, 74, rue M.-Cachin, 93012 Bobigny, Cedex. Tél. : 48-38-91-78, poste 1151



SECTEURS DE POINTE

# Le renouveau de la sténotypie

Un logiciel permet de retranscrire automatiquement des discours sur micro-ordinateurs

**Q**UE peut-il y avoir de commun entre la sténotypie Grandjean - méthode de transcription phonétique de discours et de conférences au moyen d'un petit clavier de vingt et une touches inventée en 1909 - et la société IBM-France, filiale d'un groupe dont le domaine de prédilection est l'ordinateur et ses formidables capacités de calcul ?

En fait, des recherches très pointues en matière de reconnaissance de la parole, qui ont amené IBM à développer, dans son centre scientifique de Paris, un logiciel particulier, dénommé TASF, permettant de transcrire automatiquement, en français et sur un écran de micro-ordinateur, les sténogrammes (ou syllabes) enregistrés par la sténotypiste (1).

Cette nouvelle application est une retombée des travaux menés sur la dictée automatique de textes à un micro-ordinateur. Cette technique exige une retranscription extrêmement fidèle. Il faut retrouver la bonne orthographe, disposer d'un large vocabulaire (au moins un millier de mots) et obtenir un discours naturel.

Avec son projet Tangora en langue anglaise, IBM arrive, avec un vocabulaire de vingt mille mots isolés (pour la correspondance de bureau, par exemple), prononcés par une seule personne après apprentissage de la machine, à obtenir sur micro-ordinateur un taux de retranscription sur l'écran de 95 %.

Pour le français, le problème est plus difficile en raison de la complexité de l'orthographe française. Un vocabulaire bien plus étendu, de deux cent mille mots, a donc été jugé nécessaire pour obtenir de bons résultats. C'est le projet Parsyfal du centre scientifique IBM-France.

Une des difficultés, d'un système de reconnaissance de la parole est de tenir sur un vocabulaire naturel étendu. Le décodage des signes de sténotypie constitue un excellent test, tout en mettant à l'épreuve le problème de combiner les sons par une machine. La sténotypie décompose en effet les sons d'une manière pseudo-phonétique en syllabes. Pour écrire la phrase :

« obstacles qui s'opposent à notre marche », cela donne : « OD, STAC, KL, SO, PO, SE, A, NO, TR, MARS ». Pour le décodage, le logiciel TASF va, pour chaque sténogramme, aller chercher dans le dictionnaire les mots commençant par cette syllabe et coïncidant avec la suite de la sténotypie. Plusieurs mots pouvant se trouver dans ce cas, les chercheurs d'IBM ont utilisé un modèle mathématique de la langue française, de type probabiliste (modèle de Markov). Les résultats de retranscription automatique ont été jugés satisfaisants, le taux d'erreurs étant d'environ 10 %. Elles sont dues soit à un effacement involontaire des touches par la sténotypiste, soit à la méthode de sténotypie elle-même, qui ne scinde pas les mots. On peut aussi bien lire « des jours néfastes » que « des journées fastes ».

De son côté, la société Grandjean n'est pas restée les bras croisés, et a réalisé un sténotype électronique. Avec l'aide de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), elle a doté ses claviers de sténotypie d'un module capable de capter les signaux électriques. Ce qui permet de transmettre directement les sténogrammes à un micro-ordinateur portatif (Toshiba T-1000), qui peut soit les stocker sur une disquette, soit les transférer immédiatement à un micro-ordinateur plus puissant équivalent à un IBM PC-AT ou PS/2, sur lequel « tourne » le logiciel TASF. La transcription en clair, sur écran, s'effectue alors à une vitesse assez saisissante. Le sténotype électronique, qui comprend le clavier et le micro-ordinateur Toshiba, est proposé par la société Grandjean, dès à présent, au prix de 47 975 F HT. Le logiciel TASF d'IBM, lui, sera disponible en juin pour un prix de 15 000 F environ. A cela il faut ajouter un micro-ordinateur type IBM-PC AT, ce qui fait un investissement total d'environ 100 000 F.

Ce nouvel appareil devrait faciliter la vie des sténotypistes, et se traduire par un gain de temps dans la retranscription de leurs sténogrammes. Actuellement, il faut cinq à sept heures pour décrypter une bande d'une heure de parole, là où le nouveau matériel permettra de le faire en temps réel. Par ailleurs, ce ne sera pas nécessairement la même personne qui prendra en sténotypie et qui mettra au clair, ce qui permettra

une meilleure organisation du travail. Nul doute que l'adjonction de techniques avancées à une machine créée en 1909, et qui n'a pas évolué depuis, n'apporte, ainsi qu'on le précise chez Grandjean, « un souffle nouveau » à une activité octogénaire qui a connu quelques revers. En effet, l'utilisation progressive des magnétophones dans les secrétariats a provoqué une chute spectaculaire des ventes des sténotypes. La société, qui vendait dans les années 50 - les meilleures - mille deux cents sténotypes par an, n'en vend plus que cent soixante-dix à l'heure actuelle. Heureusement pour elle, l'extension de ses autres activités, enseignement privé essentiellement (école de secrétariat, école supérieure de commerce et de gestion, centres de formation à la sténotypie), lui a permis de surmonter cette baisse des revenus. La sténotypie ne représente actuellement que 10 % d'un chiffre d'affaires annuel de 15 millions de francs.

La sténotypie assistée par ordinateur va-t-elle modifier cette situation ? D'ores et déjà, outre les sténotypistes de discours, de nombreuses collectivités locales (mairies, préfectures, conseils régionaux...), les assurances, la Sécurité sociale, les caisses de retraite, les organisateurs de congrès, la Banque de France et le Conseil d'Etat ont montré leur intérêt. Intérêt non négligeable si l'on considère l'investissement déjà réalisé en sténotypie classique par certains de ces organismes. Un conseil régional peut ainsi dépenser jusqu'à 300 000 francs par an pour ses comptes rendus de séance.

CHRISTIANE GALLUS.  
(1) TASF : Transcription automatique de la sténotypie en français.

MÉDECINE

## L'hôpital surinfecté

(Suite de la page 19.)

« Il est clair que le phénomène de l'hospitalisme infectieux n'a cessé de progresser depuis quelques décennies d'années, et c'est expliqué à Strasbourg. L'apparition des médicaments antibiotiques, et surtout des antibiotiques à large spectre potentiellement efficaces contre plusieurs familles de bactéries, a eu des conséquences particulièrement malheureuses : le non-respect des règles élémentaires de l'hygiène hospitalière par un nombre croissant de personnels de santé ».

En d'autres termes, sous l'influence notamment de l'industrie pharmaceutique, l'usage intensif, excessif et sans discernement de médicaments antibiotiques à la fois coûteux et très puissants, puisqu'il a donné l'illusion que l'infection pouvait être maîtrisée - voire prévenue - à tout coup, n'a fait que multiplier le risque des infections hospitalières. D'autres éléments, il est vrai, ont également joué, comme la sophistication de plus en plus grande de certains gestes chirurgicaux ou la concentration à l'hôpital de malades polyinfectés.

Pour certains spécialistes, l'ouverture de l'hôpital sur l'extérieur, et notamment les visites fréquentes et non contrôlées des familles ou des amis des malades hospitalisés, peuvent être des facteurs de risque.

On est ainsi, aujourd'hui, dans la situation la plus paradoxale qui soit : alors qu'il devrait être le haut lieu de l'asepsie et de l'hygiène, l'hôpital devient un endroit potentiellement à risques pour les malades. Les différentes épidémies hospitalières de légionelloses observées ces dernières années en milieu hospitalier constituent un des exemples les plus concrets de ce problème. On a, en effet, souvent observé que le micro-organisme responsable de cette maladie était disséminé dans les enceintes hospitalières par les systèmes de climatisation, avant d'affecter les malades immunodéprimés, avec parfois des conséquences mortelles.

D'autres épidémies, mortelles elles aussi, ont été observées dans des maternités, imposant la fermeture de celles-ci. Pour l'heure, en France, ces situations n'ont pas donné lieu à des poursuites pénales ou civiles intentées par les malades ou leurs familles. La



situation pourrait toutefois, dans ce domaine, rapidement évoluer, comme c'est le cas aux Etats-Unis.

Il est, d'autre part, tout à fait symptomatique de constater que le personnel soignant hospitalier n'est encore que faiblement vacciné contre l'hépatite virale B, une affection contagieuse à laquelle il est professionnellement exposé, tout se passant comme si les directions hospitalières n'avaient pas toujours compris la nécessité qu'il y a à prendre en charge financièrement le coût d'une telle vaccination.

### Redécouvrir les règles de l'asepsie

Selon les spécialistes réunis à Strasbourg, la lutte contre les infections hospitalières n'a pas, pendant longtemps, été perçue comme une priorité de santé publique, à cause d'une idée trop répandue chez les médecins qui veut que le malade ne soit infecté que par les germes qu'il porte, un postulat qui permet de ne jamais signer les responsabilités et ainsi de ne pas inciter les différents acteurs hospitaliers à remettre en question tel ou tel aspect de leur pratique professionnelle.

En dépit de l'action menée depuis vingt ans par l'Association internationale pour la recherche en hygiène hospitalière, le phénomène des infections hospitalières n'était pas, en Europe, pris en compte par les autorités de santé publique. A l'échelon international, seul le Conseil de l'Europe avait, par le biais de deux recommandations (en 1972 et en 1984), tenté de définir une politique commune.

En France, seule une circulaire avait, en 1973, incité à la création de comités hospitaliers de lutte contre les infections. Ce texte vient enfin d'être complété par la parution au Journal officiel (daté du 8 mai) d'un décret permettant la création officielle de ces structures. La déclaration obligatoire des cas de surinfection n'est toutefois pas encore prévue.

Dans ce contexte, la progression de l'épidémie de SIDA et le nombre de plus en plus élevé d'hospitalisations de malades ou de personnes séropositives pourraient constituer l'élément indispensable à la prise de conscience, par les personnels de santé, de l'urgence qu'il y a à respecter les règles les plus strictes de l'hygiène et de l'asepsie.

« Plus que le virus lui-même, dont on connaît les modes de transmission et le faible degré de contagiosité, ce sont les autres infections dont sont atteints les malades du SIDA qui pourraient, si les précautions n'étaient pas prises, représenter un risque pour l'hôpital et pour les autres malades », a expliqué le professeur Jean-Claude Chermann (INSERM, Marseille). L'erreur, ici, serait de tout confondre. La séropositivité ne justifie pas d'exclusion sociale ou professionnelle. En revanche, il est indispensable, face à un malade atteint du SIDA, d'observer les mêmes règles d'hygiène traditionnelle que celles qui étaient en vigueur avec la tuberculose ou les maladies tropicales ».

Pour les spécialistes d'hygiène réunis à Strasbourg, c'est peut-être cette nouvelle maladie virale qui permettra de faire prendre conscience à la communauté hospitalière des risques réels qu'il y a à ne plus respecter les règles traditionnelles de l'asepsie qu'elle avait, longtemps après les travaux de Semmelweis, su définir et s'imposer.

JEAN-YVES NAU.

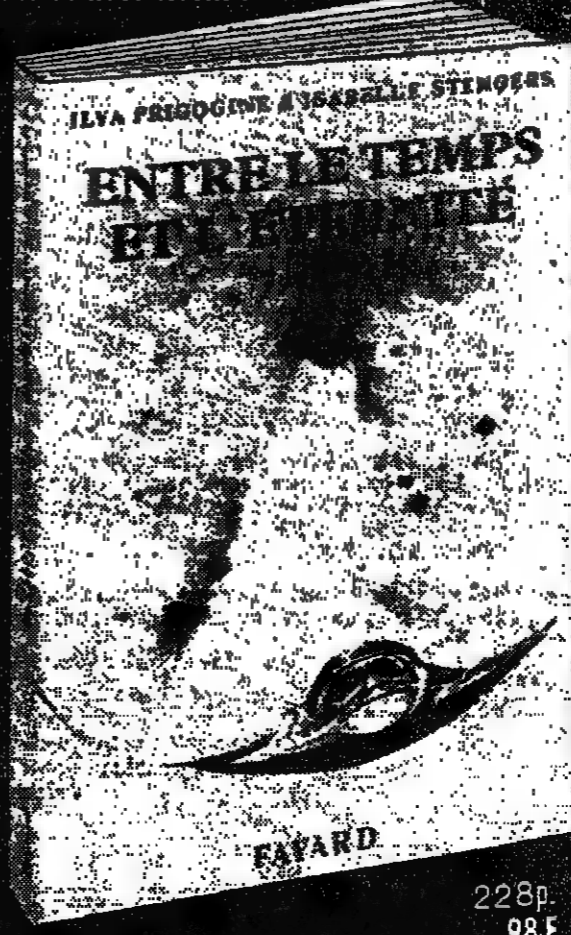
# Ilya PRIGOGINE Prix Nobel

## Isabelle STENGERS



### LA SCIENCE REDÉCOUVRE LE TEMPS

Une énigme marque la physique depuis Galilée. Pourquoi cette science a-t-elle, dès l'origine, fait le choix de l'éternité contre le temps ? Pourquoi, de la dynamique classique aux sciences de notre siècle - la relativité et la mécanique quantique - a-t-elle répété la même paradoxale des négations, de la flèche du temps, qui traduit pourtant la solidarité de notre expérience avec le monde où nous vivons ?



FAYARD

228p. 98F

ORK  
ctions  
990  
F 3142  
F 2996  
F 3496  
F 3996  
F 4248  
F 4248

### SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

#### Architecte de systèmes d'information

Anglais/Allemand

**Groupe Steelcase Strafor** Réf. 8AA5

Leader Européen de l'AMÉNAGEMENT DE BUREAU. CA consolidé de 1,8 milliard de francs - 4300 personnes. La Direction Organisation et Systèmes renforce ses équipes.

● **NOTRE INFORMATIQUE** : 50 collaborateurs - IBM sous MVS/XA - SNA - 250 terminaux répartis en Europe - GFAO - CFAO - CAO.

● **VOTRE MISSION** : En relation directe avec nos différentes Directions vous prendrez en charge la gestion de la planification des systèmes d'information et de communication du Groupe. Travaillant au plan Européen vous interviendrez sur nos sites à différents niveaux stratégiques : logistique, établissement des normes et modifications, études de marchés, schémas directeurs.

● **VOTRE PROFIL** : De formation Supérieure (Ecole d'ingénieur ou équivalent) vous avez une expérience informatique de 5 années environ acquise chez un grand du Conseil ou au sein d'une entreprise internationale. Vos qualités de contact, votre autorité naturelle, alliées à votre connaissance du milieu industriel ou de la distribution vous permettront d'être l'interlocuteur privilégié que nous attendons.

Merci d'envoyer votre CV + photo + présentations à Evelyne LIFERE en précisant la référence

CAP SOGETI SELECTION

Tour Matifi, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

#### Responsable méthodes

BANLIEUE OUEST

ref. DBS

**MERCEDES-BENZ** Notre Siège renforce son service informatique équipe d'IBM 4381 - MVS/XA.

● **VOTRE MISSION** : Soutenez l'efficacité de nos équipes avec les normes et standards informatiques en vigueur au sein du Groupe, vous serez amené à GERER la méthodologie de conception et de réalisation et à dispenser la FORMATION et l'ASSISTANCE TECHNIQUE nécessaires.

● **VOTRE PROFIL** : De formation supérieure (bac +5) vous justifiez d'une EXPERIENCE de 2 à 3 ans dans un poste équivalent et vous connaissez bien l'environnement IBM.

● **Votre MAITRISE PARFAITE de l'ANGLAIS ou de l'ALLEMAND** ainsi que votre créativité et votre goût pour la communication vous permettront d'assumer pleinement les missions qui vous attendent.

Merci d'envoyer votre CV + photo + présentations à Mina AZZI en précisant la référence du poste.

CAP SOGETI SELECTION

Tour Matifi, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

#### Consultants juniors

PARIS

Réf. BJAB

**BNP**

Un des plus grands pans : Informatique (IBM-BULL), Réseau de télécommunications (9000 terminaux aujourd'hui, 16 000 à terme), Bases de données, Terminals multifonctions, Bureautique, Micro-informatique.

● **VOTRE MISSION** : Dans le cadre de la stratégie de la filiale des réseaux extérieurs du Groupe, vous serez chargé des applications fonctionnelles de nos projets et de l'étude des besoins par ligne de produits. Interlocuteur privilégié des utilisateurs financiers et techniques, vous aurez ensuite la responsabilité du recatage des applications.

● **VOTRE PROFIL** : Formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole technique ou commerciale, et possible option FINANCES INTERNATIONALES). Expérience de 3 à 5 ans avec une pratique de l'analyse fonctionnelle. Anglais courant indispensable. Qualité de contact et sens de la synthèse.

Merci d'envoyer votre CV + photo + présentations à Pierre-Michel HALBOUT en précisant la référence

CAP SOGETI SELECTION

Tour Matifi, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

#### Jeune ingénieur passionné de CAO

Bilingue anglais

STRASBOURG

Réf. 8LAS

**Groupe Steelcase Strafor** Leader Européen de l'AMÉNAGEMENT DE BUREAU. CA consolidé 1,8 milliard de francs - 4300 personnes. La Direction Organisation et Systèmes renforce ses équipes.

● **NOTRE INFORMATIQUE** : 50 collaborateurs - IBM sous MVS/XA - SNA - 250 terminaux répartis en Europe - GFAO - CFAO - CAO.

● **VOTRE MISSION** : Interlocuteur Européen des Services Techniques vous conseilerez et assisterez nos Bureaux d'Etudes et des Méthodes dans le choix et la mise en œuvre de nouveaux Produits de CAO et de CFAO (DM).

● **Votre profil** : De formation supérieure (Ecole d'ingénieur ou équivalent) vous avez acquis une expérience informatique de deux ou trois ans dans une société industrielle - (la connaissance de CATIA sera un atout supplémentaire).

● **Votre profil** : De formation Supérieure (Ecole d'ingénieur ou équivalent) vous avez acquis une expérience informatique de deux ou trois ans dans une société industrielle - (la connaissance de CATIA sera un atout supplémentaire).

● **Créativité et autonomie** vous avec le goût et la compétence qui sont nécessaires pour assurer un rôle de Conseil. Un salaire attractif et une grande autonomie seront offerts à un candidat de valeur.

Merci d'envoyer votre CV + photo + présentations à Evelyne LIFERE en précisant la référence.

CAP SOGETI SELECTION

Tour Matifi, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

## Mobil<sup>®</sup>

UN FUTUR REUSSI

### SPECIALISTE INFOCENTRE

Réf. 7220 M

Vous avez une expérience de 3 ans en milieu "INFOCENTRE" ou "BUREAUTIQUE". Vous connaissez l'environnement VM ainsi que les produits : PROFS - VISIO - SQL/DS - QMF.

Vous possédez un bon esprit d'analyse, le goût des contacts et du service aux utilisateurs et vous êtes ouvert aux nouvelles technologies. Rejoignez notre équipe chargée de l'assistance à nos utilisateurs.

### ADMINISTRATEUR DE BASES DE DONNEES

Réf. 7230 M

A 27-35 ans, vous avez une formation informatique (Ecole d'ingénieurs ou équivalent Université, INAG) et une expérience de 3 ans minimum dans la gestion de bases de données IDMS/R.

Vous connaissez les concepts bases de données si possible relationnelles, vous avez une méthode d'analyse approfondie et une bonne connaissance des produits CULLINET (IDMS/R, ADS/O, CULPRIT, OLG, etc).

Vous êtes rigoureux, minutieux et vous possédez un esprit d'équipe ainsi qu'une aptitude à la négociation. Votre mission est d'administrer des bases de données.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) en indiquant la référence du poste de votre choix à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

ACTIMAN

### SUPERVISEURS DE PROJETS

Réf. 7240 M

● Pour superviser des projets liés aux applications de comptabilité et finances.

● Pour superviser les applications développées en raffineries et ayant des connaissances en automatique.

Vous avez 35 ans et une très bonne connaissance de l'environnement IBM, des techniques "temps réel" et "bases de données", des logiciels de Bases de Données Cullinet IDMS/R et produits associés ainsi que la connaissance du développement de projet dans l'environnement Infocentre. Vous possédez une bonne communication écrite et orale, un esprit d'analyse et de synthèse. Vous écrivez et parlez l'anglais technique.

### SPECIALISTE TELECOM

Réf. 7250 M

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez participé pendant quelques années à l'élaboration et au suivi des réseaux de télécommunications de l'entreprise.

Vous maîtrisez les techniques de Télécommunications dans l'environnement IBM - VTAM/SNA - et vous connaissez les autocommutateurs, le télex, les réseaux locaux et X 25. Nous vous proposons de participer à nos développements et à l'exploitation des réseaux existants.



Imprimeries à jet d'encre programmables

N°1 Français Challenger du N°1 Mondial

Avec 14 filiales à l'étranger, nous visons la première place mondiale, dans la prise de nouveaux marchés.

100 fois plus souples et pourtant plus rapides que les imprimantes laser, totalement programmables, adaptées à tous les supports, nos imprimantes connaissent un développement fulgurant dans l'industrie agro-alimentaire, pharmaceutique, automobile, etc...

Grâce à notre écoute à l'avant-vente, nos clients bénéficient de produits totalement adaptés à leurs besoins, grâce à notre disponibilité à l'après-vente, ils tirent parti de toutes les possibilités des systèmes que nous leur avons installés.

Notre projet d'entreprise englobe la réussite du projet économique, comme du projet social. Les hommes sont donc au centre de notre stratégie, tous responsables, et reconnus sans discrimination, quelle que soit la fonction occupée.

Ce n'est pas un hasard si 80% du capital appartient aux collaborateurs. Notre moyenne d'âge est de 28 ans, chacun de nous a des possibilités d'évolution dans le monde entier.

Nous recherchons, profondément en accord avec nos valeurs

#### INGENIEUR O.E.M.

Au sein de la Direction du marketing opérationnel, il développe nos ventes indirectes, en recherchant des opportunités sur tous les marchés du monde.

Ingénieur de formation, vous avez une première expérience du négoce international en milieu industriel, et une bonne compétence high tech. Autonome et imaginatif, vous parlez couramment l'anglais et l'espagnol ou le portugais.

Rattachement : VALENCE avec 80% du temps en déplacements à travers le monde.

(réf. L4013/M)

#### 3 CHEFS DE PRODUITS

Au sein de la Direction du Marketing opérationnel, ils analysent les besoins du marché et font évoluer notre offre en la maintenant à la pointe de la technologie. Ingénieur, électronicien ou généraliste, vous avez une expérience industrielle dans un secteur high tech et vous savez transformer en proposition commerciale un potentiel technologique. Vous êtes doué d'un bon sens du contact et êtes rigoureux dans l'analyse. Vous parlez anglais et allemand ou espagnol. Lieu de travail : VALENCE avec nombreux déplacements.

(réf. L3005/M)

Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, présentations) en précisant la référence choisie, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

57, Vivier Marie 69229 LYON 03

ACTIMAN

CERBERUS GUINARD leader français de la détection incendie poursuit sa croissance continue depuis 25 ans et recherche pour sa direction Ile de France 130 personnes (poste à Ville d'Avray proche Gare de St-Denis).

### Ingénieur réalisation

électronicien

Rattaché au Chef des Services Réalisations, votre mission sera double :

- Vous assurerez l'entière responsabilité de la réalisation et de la bonne exécution des chantiers complexes.
  - Vous participerez également aux négociations commerciales : élaboration du cahier des charges, assistance à la Force de Vente, etc.
- Nous souhaitons rencontrer de jeunes Ingénieurs électroniciens (30 ans) possédant une première expérience (3-5 ans) dans ce type de fonction, et disposant d'une connaissance approfondie des systèmes informatiques.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, et présentations) sous référence ADRIPE à Monsieur de Camé CERBERUS GUINARD - 18, rue Corot - 92410 VILLE D'AVRAY

CERBERUS GUINARD



Groupe Pharmaceutique Française en développement, leader en France 800 personnes dont 110 en Production Pharmacie 600 MF de CA - Implanté dans plus de 100 pays.

### RESPONSABLE DU SERVICE RECEPTIONS - EXPEDITIONS

Vous avez une formation de type Ingénieur INSA, ENI, agro-alimentaire... Vous avez une première expérience de quelques années dans la gestion d'entrepôts de produits pharmaceutiques ou alimentaires et vous désirez la valoriser dans une entreprise dynamique, en expansion et ouverte sur le monde.

Vous assurerez la gestion des flux physiques (matières premières, produits finis...) entre la Fabrication et les entrepôts en optimisant la satisfaction de vos clients internes et externes. Dans le cadre du projet de notre nouveau Laboratoire de Production, vous définirez l'organisation complète du futur entrepôt. Vous aurez une large autonomie dans la détermination et l'optimisation des moyens de votre service. Vous animeriez votre équipe (20 personnes) et développerez ses compétences.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo) sous référence AU-MCROS88 à : GUERBET - Etablissement d'AULNAY BP N° 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex.

دكانة لاصول

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### INGENIEURS GRANDES ECOLES A & M - ESTP - ENSI...

**Les projets au présent. L'expansion au concret.**

Par de l'axe d'un grand Groupe international du BTP, nous proposons à de jeunes ingénieurs des carrières très diversifiées.

A 25 ans environ, débutant ou avec une première expérience, vous recherchez l'opportunité capable de vous apporter une formation qui vous permettra d'optimiser votre potentiel et prête à vous confier rapidement des responsabilités opérationnelles.

En fonction de votre profil et de vos desiderata, nous vous confierons des missions d'ingénieur d'Etudes, d'ingénieur Commercial ou d'ingénieur Travaux.

Dans tous les cas, homme de terrain et de contact, vous mettrez à profit toutes vos qualités : esprit de décision, créativité et pragmatisme, sens du dialogue et de l'animation des hommes.

Si pour vous, l'emploi signifie liberté de responsabilité, prise de responsabilité rapide, adressez votre dossier de candidature, sous réf. 5410/LM, à :

**MEDIA BA**  
53, av. V. Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

### UN DES LEADERS FRANÇAIS MONÉTIQUE EN FORTE EXPANSION

## Le GROUPE SODINFORG

recherche pour ses filiales Sociétés de Service en Ingénierie, Monétique, Télématique et Informatique.

**SODINFORG**

#### INFORMATIQUE ET TECHNIQUES AVANCEES

**INGENIEURS**

- CONFIRMES (2 à 5 ans d'expérience) - Pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS REEL, sur micro-calculateur et micro-processeur. Connaissances environnement UNIX et C appréciables.
- DEBUTANTS - Option Informatique.

**INGENIEUR COMMERCIAL**  
Première expérience de vente réussie en B2B souhaitée.

Réf. 5012-01 Adresser CV et Préférences à  
REGIME INDUSTRIE 6 bis - 8, rue Firmin Gillot 75015 PARIS

#### SYSTEMES D'INFORMATION

**INGENIEURS SYSTEME IBM**

- Formation supérieure souhagée
- Connaissance environnement MVS obligatoire
- Expérience 2 ans minimum dans la fonction. Spécialiste DATA BASE apprécié.
- Formation complémentaire assurée

**INGENIEURS INFORMATIENS**

- Conception de systèmes - Conduite de projet
- Diplômés Grandes Ecoles ou Universitaires
- Expérience 2 ans minimum
- Secteurs d'activité : Banques, Assurances, Aéronautique, Industriel.
- Connaissances requises : Réseau de télécommunication, Bases de données notamment relationnelles, Méthodes d'analyse MERIS, AGAL, etc.

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

- Réalisations de projets
- Formation BAC - 2 minimum
- Expérience 2 ans minimum
- Connaissances requises : Langages COBOL - PLI - C, IBM MVS - IS0 - MS DB/DC - CICS/OLI - DB2 - ADABAS... LANGAGE TAL - PAF/MW - BAL

Réf. 5012-02 Adresser CV et préférences à  
SEDAP Tour Gamma D - 197, rue de Bercy 75012 PARIS

#### INFORMATIENS UNISYS

**Analystes de systèmes, Chefs de projets**  
**Analystes-Programmeurs Unisys**  
avec expérience UNISYS Série A - Contrôle COMS - OSS2

Réf. 5012-03 Adresser CV et préférences à  
TRANSFOR 140, route de la Reine 92100 BOULOGNE

Société Industrielle française, 500 personnes, filiale d'un groupe américain important, spécialisée dans la métallurgie haute technologie et leader dans son domaine, réalisant 40 % de son CA à l'exportation, recherche :

## Ingénieur diplômé

pour assurer la **DIRECTION de sa FILIALE ALLEMANDE**

Après un stage de formation en France et en Allemagne, il prendra la responsabilité de cette filiale de 50 personnes qui réalise un CA de 100 millions de FF dans la commercialisation d'alliages spéciaux. Il négociera et réalisera personnellement les contrats, effectuera les missions techniques spécifiques auprès des principaux clients et participera au développement de nouveaux produits en liaison avec les études, la fabrication et les Services Techniques de la maison mère.

Agé de 35 ans environ, de nationalité française ou allemande, il sera parfaitement bilingue et aura une bonne pratique de la langue anglaise. Il aura une expérience du marché allemand acquise dans un service études-recherche-développement ou dans l'assistance technique en secteur industriel (automobile, chantiers navals, aéronautique, soudure, électricité...). Des connaissances en métallurgie seraient appréciées. Un goût certain pour les contacts commerciaux et une aptitude réelle au management sont indispensables.

La rémunération est en rapport avec les exigences du poste.  
Résidence région MARBURG, Ville Universitaire, située à 100 km au nord de STUTTGART.

Merci d'adresser votre dossier de candidature rédigé en français (CV, photo, préférences) sous la référence DFA à PRAGMA, 86 bis rue Améot, 75011 Paris.

**PRAGMA**

## Ingénieur recherche et développement électronique

Fabricant français de téléviseurs - Le succès de cette entreprise sur le marché français est à l'image de la qualité de ses produits et de l'esprit de performance qui règne dans ses équipes. Son expansion (157% de croissance en 4 ans) et ses objectifs de développement l'amènent à rechercher, pour son laboratoire basé près de Paris, un ingénieur de développement à fort potentiel. Après définition des orientations technologiques et en collaboration avec la direction technique et industrielle, il sera responsable de la conception et mise au point des produits en laboratoire ainsi que des essais industriels. Il sera assisté, dans cette mission, d'une équipe technique qui l'organisera et dirigera, et bénéficiera d'outils informatiques sophistiqués (CAO...). Construisant à l'écoute des évolutions technologiques, il sera progressivement amené à se déplacer en France et à l'étranger. La réussite à ce poste offrira de réelles perspectives d'évolution vers un poste de direction. Le candidat, ingénieur de formation (SUPELEC, ISEN, ISEP, AM...) devra, impérativement, posséder une expérience minimum de 2 ans dans le développement de produits électroniques à vocation grand public. La maîtrise de l'anglais est souhaitée. La rémunération, liée à l'expérience, saura retenir un candidat de valeur. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2941M. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA**

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Ingénieur études en compatibilité électro-magnétique

**Soué**

Dépt. Electronique Protection-Systèmes

Pyénées - Cet important constructeur français de matériel électrique et électronique recherche, pour participer au développement d'un de ses départements (100 personnes, 100 millions de francs de chiffre d'affaires), un jeune ingénieur électronicien en/ou électrotechnicien. Au sein d'une équipe de 10 personnes, il participera au développement d'un nouveau secteur d'activité dans le domaine de la C.E.M. Outre le développement d'un laboratoire de mesures spécifiques et le complément de formation de l'équipe en place, il aura pour mission de prendre en charge les études et de participer à la mise en œuvre des solutions chez les utilisateurs. Nous recherchons un ingénieur de formation type SUPELEC, ayant au moins 2 ans d'expérience dans une fonction étude et développement et, si possible, dans ce domaine d'activité. Dans tous les cas, de réelles connaissances en hautes et hyperfréquences sont indispensables pour ce poste. Le fort potentiel de ce candidat lui ouvrira des perspectives d'évolution au sein d'une entreprise dynamique et en forte expansion. Ecrire à Ariette BIEBUYCK en précisant la référence A/17217M. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA**

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE  
2 Bis, avenue France - 31490 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## RESPONSABLE DE PROPOSITIONS ELECTRIQUES

Cergy Pontoise

CLECM, ingénierie métallurgique du groupe SPIE BATHIGNOLLES, souhaite renforcer sa compétence électrique.

Sur un marché essentiellement international (80 % de notre CA à l'Export), nous concevons et réalisons des équipements intégrés. Nos équipes pluridisciplinaires maîtrisent le proces, la mécanique, les automatismes, l'électronique, les fluides... Dans tous ces domaines, vous innovez pour être toujours à la pointe des technologies.

Notre Responsable de Propositions Electriques intervient dès la phase de conception du projet et assume l'entière responsabilité de son domaine de compétence, assisté d'une équipe de spécialistes. Il assure le dialogue et la négociation avec nos clients ainsi qu'avec nos partenaires et sous-traitants.

Ingénieur diplômé, à 30/35 ans, vous souhaitez valoriser vos compétences techniques, vos qualités d'organisateur et de négociateur. Vous êtes mobile géographiquement (déplacements fréquents) et vous parlez couramment l'anglais.

Votre avenir est ouvert aussi bien chez CLECM qu'au sein du groupe SPIE BATHIGNOLLES.

Adressez votre dossier de candidature complet à CLECM, Service Gestion des Ressources Humaines, 107 bd de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie, puis, à partir du 30 juin 1988, CLECM, Service Gestion des Ressources Humaines, Pôle Newton, Parc St Christophe, 92561 Cergy Pontoise Cedex.

**CLECM**

## Informatique Boursière

dans une structure jeune et en pleine évolution :  
confirmez vos compétences,  
augmentez vos responsabilités

SIB Ingénierie est la filiale récente en fort développement de SIB, SSI de 780 personnes, un des leaders de l'informatique financière.

Elle développe des projets clés en main, principalement axés sur la gestion des titres, notamment dans le cadre des réformes de la place boursière de Paris.

Misant sur votre potentiel et votre passion pour le monde de la finance, nous vous confierons des fonctions de CHIEF DE PROJETS si vous avez un diplôme d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou de gestion et 3 à 4 ans d'expérience en informatique (grands et moyens systèmes IBM et/ou DEC).

Vous aurez la responsabilité complète d'innover à la fois sous l'angle technique, budgétaire et de management d'équipes (5 à 6 personnes). Réf. 0688CF.

Si vous avez une expérience de 2 ans environ, rejoignez nous en tant qu'ANALYSTE-CONCEPTEUR. Vous approfondirez vos connaissances des titres, étape nécessaire pour la poursuite de votre carrière. Réf. 0688 AC.

Merci d'adresser votre dossier sous référence correspondante à SIB, Service Recrutement, 137 bd Voltaire 75011 PARIS.

**SIB**

LES GOLDEN INFORMATIENS







# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**WAGONS LITS**

**Casino**

## ASSOCIATION ENTRE WAGONS-LITS ET CASINO SUR AUTOROUTES

Les groupes Casino et Wagons-Lits qui s'étaient déjà rapprochés pour la préparation de plats cuisinés et possèdent des expériences complémentaires en matière de restauration ont décidé leur association au domaine de la restauration sur autoroutes.

Cette activité est actuellement exercée par le groupe Wagons-Lits à travers deux sociétés, Sogerba, qui est filiale à 100 % de Wagons-Lits, et Corela, qui est une filiale de PLM, elle-même contrôlée majoritairement par Wagons-Lits.

L'association se fera au profit de Sogerba. Aux termes de l'accord, Casino détiendra 49 % du capital de Sogerba, qui deviendra filiale à 51 % de PLM et restera gérée et contrôlée conjointement par Wagons-Lits. A cette occasion, le groupe PLM cédera à Sogerba sa participation de 56 % au capital de Corela.

Les modalités juridiques et financières retenues ont notamment pour objectif de préserver la spécificité de Corela, société cotée au Second Marché de Lyon, dont l'actionnariat restera ainsi ouvert au public et aux partenaires régionaux actuels. L'accord prévoit également sous réserve de l'agrément des autorités concédantes, la possibilité pour Corela de bénéficier des nouveaux concepts qui seront testés et développés par cette association dans la perspective d'un développement important des aires de restauration sur autoroutes et de leur fréquentation.

## cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

L'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du Comptoir des entrepreneurs s'est tenue le 26 mai 1988. Toutes les résolutions soumises au vote des actionnaires ont été adoptées.

Au cours de l'assemblée générale, M<sup>me</sup> Françoise Defouy, président-directeur général du Comptoir des entrepreneurs, a prononcé l'allocation suivante :

**Mesdames, Messieurs,**  
Lors de l'assemblée générale du 26 mai 1987, je vous avais annoncé de bonnes perspectives d'activité pour l'année en cours.

Je vous faisais part également de mes préoccupations devant le manque de phénomènes des remboursements anticipés et des négociations des prêts, en insistant sur la concurrence accrue des réseaux bancaires et mutualistes.

Le rapport du conseil d'administration, qui vient de vous être présenté, confirme bien ces divers éléments.

L'activité dans le secteur des prêts aidés par l'Etat a été réduite à la distribution des PAP groupés, les PAP diffus étant réservés au seul Crédit foncier de France. Un ralentissement a été observé dans la mise en place des crédits nouveaux, résultant de la non-adaptation du produit PAP à la conjoncture actuelle. L'encours moyen annuel de ce secteur a toutefois progressé de 7,3 % au 31 mai 1988.

Le secteur libre, le niveau de l'activité a été élevé : 6,1 milliards de francs de crédits nouveaux, contre 5,5 milliards de francs pour 1987. L'encours moyen des prêts privés a progressé de 13,1 % d'un exercice à l'autre. De plus, dans le cadre de son plan stratégique, CDE a développé fortement de nouveaux créneaux, notamment celui de la promotion immobilière et des investissements professionnels. Si la croissance en volume des activités concurrentielles est restée forte, par contre, la rentabilité des opérations s'est trouvée affectée par le double phénomène des remboursements anticipés et des négociations des prêts et par celui de la nécessaire restructuration des ressources hypothécaires et obligataires entreprises pour alléger les charges de financement des exercices à venir. Les résultats du secteur privé ont finalement été stabilisés, en dépit de la prise en charge intégrale dans les comptes de l'exercice du total des moins-values comptables engendrées par ce réaménagement du passif.

Les produits de gestion ont progressé de 2,4 % en 1987, les charges de gestion ont pratiquement été stabilisées (+ 0,4 %). Cette maîtrise des charges de gestion est la conséquence de la mise en place en 1986 du plan de redressement économique et financier dont vous connaissez les grandes lignes. Grâce à celui-ci, et sans remettre en cause le pouvoir d'achat moyen des salariés, les frais de personnel ont diminué de 3,6 % d'un exercice à l'autre ; les autres frais de gestion sont restés influencés par l'impact des dépenses d'investissements que la société a engagées pour diversifier et consolider ses axes de développement.

Si le niveau des pertes et provisions est resté élevé, il faut toutefois noter le relèvement sensible de sa

progression : + 12,4 % contre 26 % pour 1986.

Le résultat courant de gestion, avec 40,2 millions de francs pour 1987, a augmenté de 3,6 % par rapport à 1986.

Après une provision pour intéressement du personnel de 5,7 millions de francs et un impôt sur les sociétés de 11 millions de francs, le bénéfice net de l'exercice s'établit à 32,9 millions de francs.

Ce résultat, je le rappelle, a pu être dégagé malgré les 129,6 millions de francs de moins-values de rachat qui n'ont pas compensés les 74,2 millions de francs d'indemnités perçues de la clientèle. Sans ce handicap, le résultat net de la société aurait avoisiné les 90 millions de francs.

Persuadés que ces performances financières, obtenues en dépit d'éléments conjoncturels et défavorables, traduisent le redressement de l'entreprise, le conseil d'administration vous propose le retour au paiement d'un dividende.

Ainsi, le revenu global par action pour 1987 a été fixé à 9 F, dont 3 F d'impôt payé au Trésor, soit un dividende net de 6 F qui sera mis en paiement à partir du 6 juin 1988.

La rapidité avec laquelle CDE a su s'adapter à la fois pour mettre en place les moyens techniques et humains lui permettant de faire face à la vague des remboursements anticipés et des négociations, et pour accroître ses activités privées, face à une concurrence bancaire accrue, témoigne de la volonté de sa direction et de ses équipes, tant gestionnaires que commerciales, de défendre le fonds de commerce de l'entreprise et de redéployer ses activités.

Les efforts entrepris en 1987 pour gagner des parts de marchés dans de nouveaux créneaux plus rentables seront poursuivis et intensifiés. Les secteurs traditionnels de nos interventions seront préservés, notamment celui du financement de l'accession à la propriété.

De plus, CDE est en train de se doter de moyens nécessaires à la pénétration du marché des collectivités locales et des établissements à caractère public. La création d'une filiale spécialisée et une prise de participation importante dans le capital de la société ECOFISE permettent déjà le montage de grosses opérations.

CDE a participé à la création de quatre SCPI, en association avec des partenaires différents (promoteurs, entreprises de bâtiment, notaires...).

La création de CDE BANQUE, intervenue le 4 janvier 1988, permet d'optimiser la politique de rattachement de CDE et de développer, entre autres, des produits d'épargne et de trésorerie. C'est ainsi qu'ont pu être mis en place quatre fonds communs de placement gérés par une filiale de CDE BANQUE dont les parts seront, pour l'essentiel, placées

parmi la clientèle professionnelle ou institutionnelle de CDE.

Enfin, dans des délais rapprochés, la société sera en mesure de vendre des produits d'assurance au profit de la clientèle des particuliers : garantie familiale, multirisque habitation, bons de capitalisation, assurance-vie.

Pour réussir ces objectifs ambitieux, la société a mis en place de nouvelles structures, à prix de nombreuses participations dans le capital de sociétés et poursuit une politique dynamique de formation professionnelle, l'effort consenti dans ce dernier domaine ayant représenté 7,4 % de sa masse salariale.

Un vaste programme d'investissements doit accompagner le développement de nos activités en 1988 : des gains de productivité seront encore réalisés, notamment dans les services gestionnaires.

La maîtrise des coûts de gestion reste en effet indispensable pour lutter efficacement contre la concurrence en offrant des produits originaux et compétitifs.

Cette stratégie d'ensemble doit s'appuyer sur un renforcement important des fonds propres de CDE. L'émission d'obligations à bons de souscription d'actions du mois d'avril 1987 répondait à cette politique de renforcement spectaculaire du cours de l'action CDE qui a augmenté d'environ 50 % en un mois laisse entrevoir une possibilité d'exercice du droit attaché au bon A qui apporterait 80 millions de francs propres à la fin du mois de juin 1988.

Les bons B sont échangeables jusqu'en juin 1989 et les tendances actuelles, si elles se maintiennent, laissent envisager un retour identique de fonds propres.

Cette première opération devra s'accompagner d'une augmentation de capital dans les mois à venir, afin de compléter le dispositif prévu dans le plan de redressement mis en place en 1986 et qui a déjà produit des effets importants.

J'ai la volonté, dans le même temps, de doter la société d'un actionnariat solide et stable, capable d'accompagner le Comptoir des entrepreneurs dans son développement économique et financier.

L'année 1988 sera aussi celle de l'élaboration d'une stratégie complémentaire qui se situera dans la perspective du marché européen de 1992.

Je tiens, à l'occasion de cette assemblée générale, à le remercier pour tous les efforts accomplis et à lui dire toute ma confiance pour l'avenir.



**La Banque Nationale de Paris Intercontinentale**

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 25 MAI 1988

Bilan et résultats de l'exercice 1987 du Groupe B.N.P. INTERCONTINENTALE et de la B.N.P. INTERCONTINENTALE

L'Assemblée Générale Ordinaire de la B.N.P. INTERCONTINENTALE s'est tenue le 25 mai 1988 à PARIS sous la présidence de M. René THOMAS. Elle a approuvé le bilan et le compte de résultats du Groupe arrêtés au 31 décembre 1987.

B.N.P. INTERCONTINENTALE			En Millions de Francs	GROUPE B.N.P. INTERCONTINENTALE		
1986	1987	%		1986	1987	%
7.286,4	7.791,5	+ 6,9	Total du bilan	14.801,0	14.591,9	- 1,4
95,7	115,7	+ 20,9	Bénéfice de l'exercice dont Part du Groupe	169,3	195,8	+ 15,6
				136,5	162,5	+ 19,1

Le dividende a été fixé à 11 francs par action de 50 francs. Il représente, avoir fiscal compris, un revenu global de 16,50 francs, en augmentation de 15,8 % sur l'exercice précédent.

Le capital ayant été porté à 137.500.000 francs par incorporation de réserves, la distribution globale progressé de 27,4 %.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 3 juin 1988.

L'ensemble des réserves a été porté à 595 millions de francs, après affectation d'un montant de 85 millions sur les résultats de l'exercice.

Les fonds propres, après répartition du bénéfice, atteignent 828.200.000 francs et représentent 10,6 % du total du bilan de la B.N.P. INTERCONTINENTALE.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Ordinaire a autorisé la Société à racheter en Bourse ses propres actions dans la limite légale, en vue de régulariser leur marché.



## OUI, UN INVESTISSEUR ÉCLAIRÉ EN VAUT DEUX.



Bien investir, c'est réussir à maintenir le cap sur les opportunités du marché malgré les écueils qui surgissent ici et là. Le CREDIT LYONNAIS vous aide à vous orienter et ainsi optimiser vos chances. A l'aide d'outils sophistiqués, nos spécialistes déterminent les stratégies et sélectionnent les valeurs. Leur professionnalisme a protégé les SICAV et FCP CREDIT LYONNAIS des aléas des marchés. Certains de ces placements ont bénéficié de hausses sensibles. Les porteurs de nos SICAV sont largement gagnants à moyen terme. Du 31 décembre 1982 au 19 mai 1988, SLIVARENTE a progressé\* de 97 %, SLIVINTER de 88 %, SLIVAM de 110 %, SLIVAFRANCE de 151 %, SICAV 5000 de 162 %.

Vous aussi rejoignez ceux qui nous font confiance depuis longtemps.

(\* coupon réinvesti)

**CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI**

## CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier / Permanence téléphonique

Permanence téléphonique/bureau meublé, rédaction d'actes, constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

**Le Monde**

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-92 - Poste 4138

## BOIRON

Les Assemblées générales ordinaire et extraordinaire (\*) de nos actionnaires se tiendront : le mercredi 8 juin 1988 de 10 h à 12 h 45. Au chalet du Parc, Parc de la Tête d'Or, à Lyon-6<sup>e</sup>.

(\*) La réunion de ces Assemblées a fait l'objet de publications légales dans le Bulletin des annonces légales obligatoires du 2 mai 1988 et dans le Tour-Lyon du 23 mai 1988.

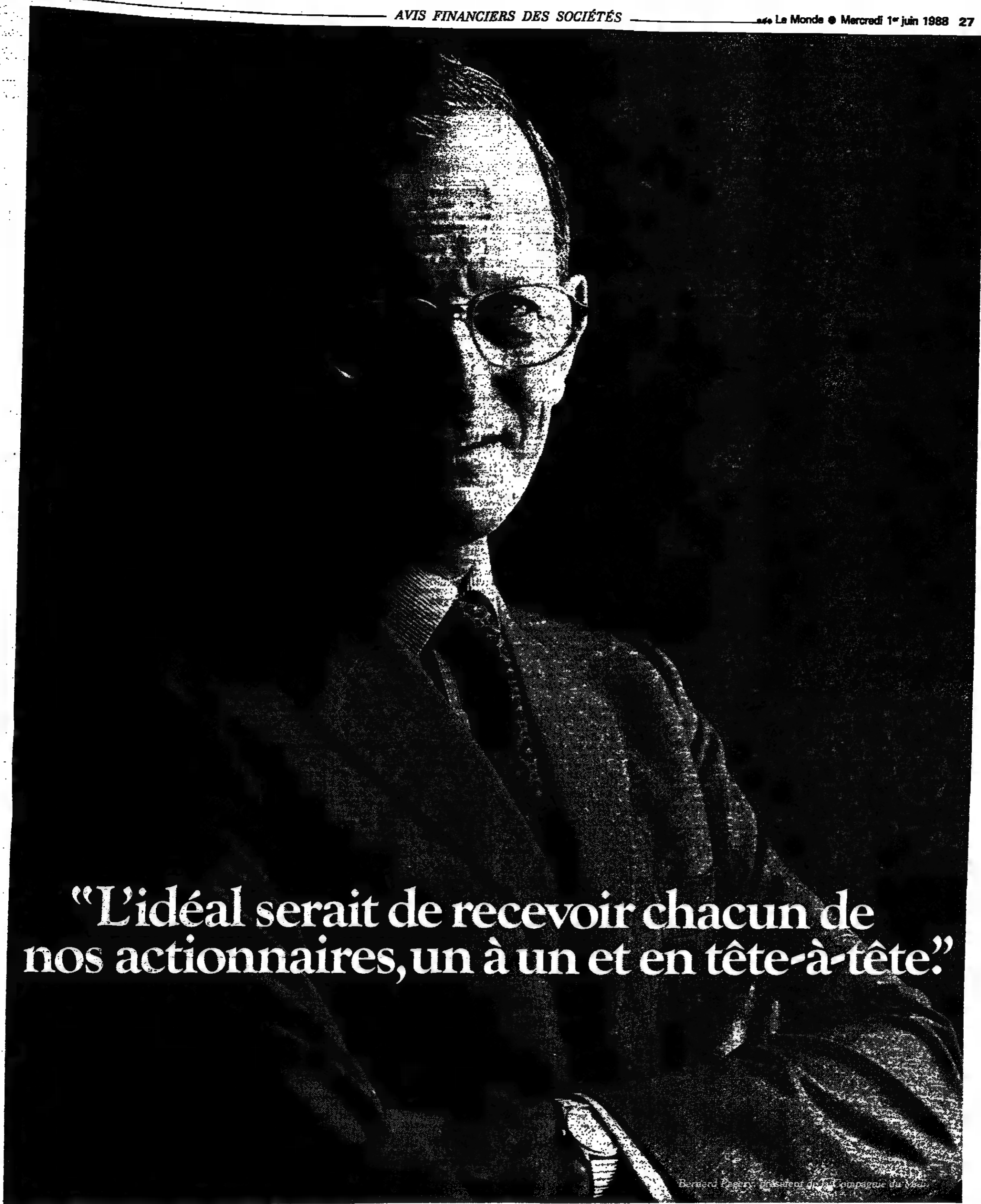
A l'issue de ces assemblées, nous procéderons à la répartition avec nos actionnaires autour d'un buffet.

Pour des raisons d'organisation, nous remercions nos actionnaires de bien vouloir nous confirmer leur présence : - en téléphonant au 72-32-41-39 ou - en écrivant à :

BOIRON Service relations extérieures 20, rue de la Libération 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon

هنا من لاصح

مركزنا من الاموال



**“L'idéal serait de recevoir chacun de nos actionnaires, un à un et en tête-à-tête.”**

Bernard Eschry, président de la Compagnie du Midi

Ainsi, pourrais-je mieux vous exposer la chance qui se présente de créer un grand groupe d'assurance européen. Dès sa création, fort de ses 20 000 salariés et agents généraux et de ses 105 milliards de capitaux gérés, le nouveau groupe Axa-Midi Assurances prendra place aux premiers rangs européens.

Comment exprimer votre vote.

Pour participer à l'Assemblée des Actionnaires le 22 juin, le plus simple est de faire parvenir à la Compagnie du Midi un pouvoir signé.

La banque qui conserve vos propres actions Midi tient des formulaires à votre disposition.

Si elle n'avait pas encore pris l'initiative de vous les envoyer, adressez lui au plus tard le 16 juin 1988 le coupon réponse figurant sur cette page. Merci de ne pas laisser passer l'occasion de faire valoir vos droits. Si vous souhaitez des informations complémentaires, appelez le Numéro Vert de Midi-Actionnariat : 05 22 06 88.

**Actionnaires, le 22 juin, dites oui au projet Axa-Midi Assurances.**

Coupon à retourner à votre banque.

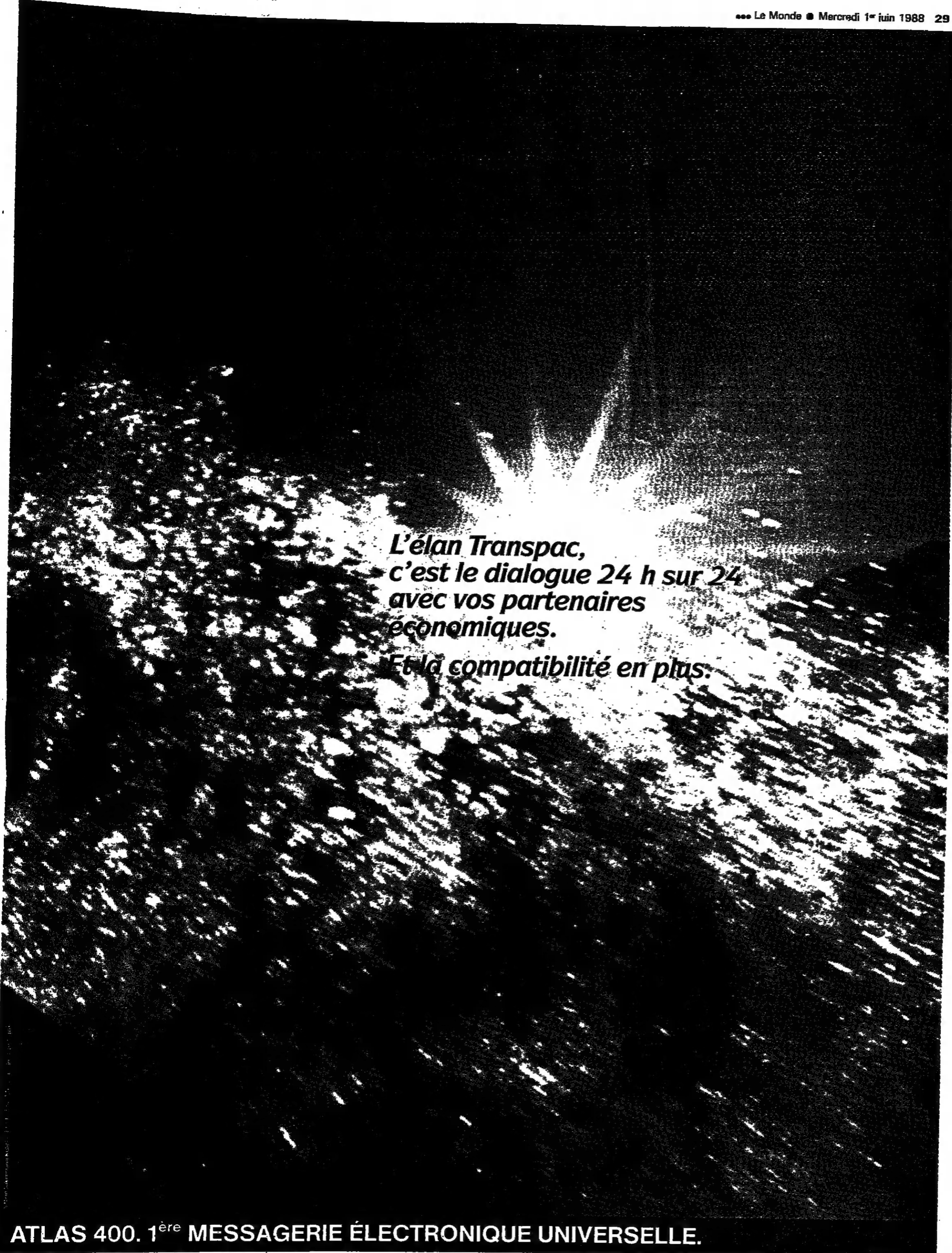
Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

vous demande de lui faire parvenir d'urgence les documents lui permettant de se faire représenter ou de voter directement à l'Assemblée des Actionnaires de la Compagnie du Midi qui se réunira sur première convocation le 22 juin 1988. Signature :

**COMPAGNIE DU MIDI**



الرياض 1350



*L'élan Transpac,  
c'est le dialogue 24 h sur 24  
avec vos partenaires  
économiques.  
Et la compatibilité en plus.*

**ATLAS 400. 1<sup>ère</sup> MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE UNIVERSELLE.**

24 h sur 24, 7 jours sur 7, ATLAS 400 régule la transmission de vos messages, assure leur stockage temporaire, leur diffusion, gère leur remise directe ou différée. Maintenant, vos micro-

ordinateurs, vos terminaux, télex, télétypes, minitels, télétex, dialoguent en toute compatibilité, entre eux et avec ceux de vos correspondants. ATLAS 400 convertit les codes, les formats et proto-

coles. Plus de contraintes d'horaires. Plus de frontières techniques. C'est cela, l'élan TRANSPAC. TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC. Tour Maine-Montpamasse, 33, avenue du Maine. 75755 Paris cedex 15. Tél.: (1) 45.38.52.11.

**Prenez l'Élan Transpac.**

**TRANSPAC**

en  
tail  
que  
DU RHÔNE  
NEVE  
et de l'État  
pour  
de l'État



سوقنا من الاموال

Marchés financiers

BOURSE DU 31 MAI

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Premier cours', 'Dernier cours', and '% +/-'. It lists various companies and their stock prices.

Comptant (à décaution) SICAV (à décaution) 30/5

Table with multiple columns for 'Comptant' and 'SICAV' sections, listing various financial instruments, their values, and market movements.

Table titled 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' showing exchange rates for various currencies and gold prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - \* : marché continu

# Le Monde

<b>ÉTRANGER</b> 2 Le sommet de Moscou. 3 Les élections administratives en Italie. 4 Les Forces libanaises accusent implicitement la Syrie de l'attentat à la voiture piégée de Beyrouth-Est. 5 Cambodge : Hanôï tente de reprendre l'initiative diplomatique.	<b>POLITIQUE</b> 6 à 8 L'ouverture d'une information judiciaire sur les événements d'Ouvéa. 9 Dans les Vosges, M. Séguin « au ras des pâquerettes ». 10 M. Chirac à Grenoble : Marseille, cible du Front national.	<b>SOCIÉTÉ</b> 12 Justice : des informations sont ouvertes après les agressions commises par les « Skinheads ». — Les « messageries roses » au tribunal. — Religions : nominations au Vatican. 14 Sports : tennis, les Internationaux de France.	<b>CULTURE</b> 15 Expositions : Gaston Chassaïac : l'art académique au XIX <sup>e</sup> siècle. 16 Théâtre : les Eaux et Forêts, de Marguerite Duras. — « Digressions », par Bernard Frank. 11 Communication : trois nouvelles fréquences sur la bande FM à Paris.	<b>ÉCONOMIE</b> 25 Un entretien avec le ministre de l'Agriculture. — La contre-OPA de Schneider sur Télémeccanique. 28 EDF, premier exportateur européen de courant. 30-31 Marchés financiers.	<b>SERVICES</b> Abonnements ..... 2 Annonces classées .. 22 à 39 Carnet ..... 24 Echecs ..... 14 Météorologie ..... 18 Mots croisés ..... 18 Radio-Télévision ..... 18 Spectacles ..... 17	<b>MINITEL</b> ● Admissibilité aux grandes écoles ..... ECOLES ● Cheque matin, 10 h, le Mini Journal ..... JOUR ● Abonnez-vous au Monde Actualité, International, Bourse, Loto, Immobilier, Jeux. 3615 Tapez LEMONDE
---	---	--	--	--	--	---

## CORÉE DU SUD

### • Trêve politique en vue des Jeux olympiques

### • Manifestations d'étudiants à Séoul

D'importantes manifestations ont eu lieu lundi 30 et mardi 31 mai à Séoul. Plusieurs milliers d'étudiants criaient des slogans antigouvernementaux et anti-américains se sont heurtés à la police anti-émeutes à l'occasion des élections générales à l'occasion des élections générales à Séoul, selon un porte-parole officiel. A l'issue d'une rencontre de quatre heures et d'un déjeuner au palais présidentiel, les quatre hommes semblent avoir mis fin, du moins temporairement, à une tradition d'affrontement systématique.

Le président s'est engagé à libérer les prisonniers politiques, à l'exception des « marxistes » et des « communistes », et l'opposition a demandé aux étudiants de ne plus manifester violemment contre le gouvernement, à chercher à convaincre la Corée du Nord de participer aux JO, et à aider M. Roh à améliorer les relations avec Moscou et Pékin. « Ils se sont mis d'accord », a ajouté le porte-parole, pour que gouvernement et opposition fassent preuve de maturité et résolvent les problèmes par le dialogue et le compromis au lieu de la politique d'affrontement systématique.

« Nous avons mis fin au gouvernement d'un seul homme, s'est-il ajouté, mais nous devons également mettre fin au phénomène qui représente ces jeunes gens qui s'immolent par le feu (...) pour défendre des positions politiques. L'Assemblée doit apprendre l'art du compromis pour « cristalliser la volonté populaire à travers le dialogue et le compromis. Les jours ne sont plus où le parti au pouvoir pouvait se contenter de diriger l'Assemblée de manière autoritaire et de lui imposer ses décisions, et où l'opposition aveugle et la lutte menée par les partis de la minorité pouvaient se justifier ».

## Malgré un excédent de 5 millions de francs en 1987

### La RATP supprimera 750 emplois en trois ans

C'est avec une satisfaction évidente que M. Paul Reverdy, président de la RATP, et M. Michel Rousselot, directeur général, ont annoncé, le 30 mai, les résultats de la Régie, qui a réalisé un excédent de 5 millions de francs. Ce résultat porte le report à nouveau positif à 76 millions de francs. Il était négatif de 77 millions de francs en 1985. Ces résultats sont meilleurs que les prévisions budgétaires ne le laissent attendre grâce à des allègements de charges et à des versements imprévus intervenus au titre de la compensation démographique entre régimes de Sécurité sociale.

Les dépenses n'ont progressé que de 2,2 %, soit une évolution inférieure d'un point à celle de la hausse des prix. Les gains de productivité ont concerné les charges extérieures et le personnel, dont l'effectif a diminué de trois cent cinquante-quatre personnes (-0,9 %). Les recettes ont traduit un net réajustement entre les différents payeurs. Ainsi la part de l'usager, qui s'établissait à 36,2 % des dépenses en 1986, est-elle désormais de 37,9 %. C'est l'Etat et surtout les employeurs qui ont profité d'un allègement relatif de leur contribution.

L'année 1988 se présente sous de bons auspices, même si l'Etat n'accorde pas ou accorde plus tard la hausse tarifaire de 5,5 % demandée par la RATP pour le 1<sup>er</sup> juillet prochain. En effet, M. Rousselot note que le trafic a repris au second semestre 1987 et se poursuit sur une pente de croissance de 1 % par

an. Aujourd'hui, il n'en achète plus que la moitié. L'invasion des boisements gasseux y est certes peu abondante, surtout chez les jeunes, mais elle n'explique pas tout.

Si le maté est cher, il est aussi rare et de mauvaise qualité. Selon les producteurs, la faute en reviendrait au gouvernement qui, en 1984, a imposé un prix maximum de la yerba ou qui a rendu cette activité beaucoup moins rentable. Cette mesure a également encouragé les deux cents quarante producteurs argentins à négliger la qualité. Aujourd'hui, la commission régulatrice de la yerba maté se trouve en rupture de stocks, alors qu'autrefois elle avait toujours une avenue d'au moins neuf mois.

La culture du maté est donc devenue un luxe pour nombre d'Argentins. Au même titre que celle qui consiste à se déplacer en voiture ou à fumer. Le prix de l'essence, monopole d'Etat, a en effet augmenté de plus de 100 % depuis la chute de l'année. La encore, l'inflation (40 %) a été détonnée.

La différence permettra à l'état de payer les retraites. L'impôt sur les cigarettes, lui, a permis d'augmenter le salaire des enseignants du secteur public en grève pendant cinq semaines.

Il fut un temps où l'Argentin, après son matin, accompagnait ses enfants à l'école en voiture, en fumant sa première cigarette et en écoutant un tango. Il n'y a pas encore d'impôt sur le tango.

CATHERINE DERIVERY.

(1) L'austral vaut environ un franc.

## Sur le vif

### Un jour avec

C'est marrant, plus ça change, plus c'est pareil. Vous savez que pendant douze ans j'ai été visé, soit après soir, devant mon écran. De tété, pas de Minitel. Et, le lendemain, j'y allais de ma chronique quotidienne. Je me casais pas la tête. Les mardis, jadis et samedi, le samedi comme une tralle sous le couteau du charcutier : Stop ! Arrêtez ! c'est trop brutal, trop cruel, tous ces films policiers, tous ces westerns ! Et les autres jours de la semaine je m'ennuyais, placide et serein : quel, la violence ? Quelle importance ? Si vous voulez pas qu'ils s'entre-tuent en salopant la moquette à coups de pistolet à eau, ou vous fermez dans un placard fermé à clé, vos gosses. Comme ça, j'amaiderais personne et tout le monde était content.

Voilà que ça recommence. Pas à cause de la télé, à cause du Minitel. Pas parce qu'il y a trop de sang, parce qu'il y a trop de sperme. Les parents sont pas contents. Pas contents du tout. Ils ont intérêt à procéder à une demi-douzaine de messageries roses. Attendez que je vous refille les noms et la marche à suivre, ça peut toujours servir. Vous tapotez d'un doigt concupiscent : 36-15 Zig et Zag ou Néron ou je ne sais plus quoi ou Ulla, et vous plongez dans un nouveau monde du silence où s'inscrivent blanc sur noir tartarums, gratifiés — c'est le titre des rubriques — des plus demandées, — confessions, petites annonces et dame-pipé.

Ce rapporte un maximum de tic à l'Etat, le cul, alors pas de panique : on va interdire d'interdire les interdictions. Ça va s'arranger à l'amiable. Suffit de trouver un compromis et d'exclure toute allusion à des perversions sexuelles dégradantes — je cite — pour l'être humain. OK, mais lesquelles ? Ils se sont crus les méninges, les mecs, et vous savez ce qu'ils ont trouvé : 1) la prostitution ; 2) le vous le donne en mille : la zoophilie.

C'est bien ma veine ! On est quel jour, là ? Mardi ? Va falloir que je me remette à glapir, rapport aux cochons qui se font riquer par des satyres.

CLAUDE SARRAUTE.

## Reçu par le nouveau ministre de l'Éducation nationale

### La FEN a présenté ses revendications à M. Jospin

Une délégation de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) a été reçue, lundi 30 mai, par M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale. La priorité reste, aux yeux de la FEN, la mise en œuvre d'une loi d'orientation et de programmation, c'est-à-dire d'un cadre général susceptible d'organiser de façon cohérente l'ensemble des décisions prises en matière d'éducation. Mais elle souhaite également vérifier que les discussions approfondies qui se sont déroulées au cours des derniers mois avec les responsables socialistes restent d'actualité, aussi bien sur la programmation financière que sur la revalorisation de la condition enseignante et l'évolution des conditions de travail et de statut qui l'accompagneraient.

La FEN a présenté à M. Jospin un ensemble de revendications immédiates : annulation des quelques huit cents suppressions d'emplois de personnels administratifs et techniques prévues à la rentrée 1988, rétablissement des mises à disposition de personnels dans les associations éducatives, annulation des récents arrêtés, pris par M. Jacques Valade, sur le régime des thèses, notification

« Accord entre les dockers de Fos et les employeurs. — Un accord a été signé, lundi 30 mai, entre les dockers de Fos-sur-Mer et les entrepreneurs de manutention, mettant fin à un conflit de cinq mois sur l'établissement d'une nouvelle convention collective et d'un plan social, a-t-on appris de source syndicale. Cet accord a été entériné par 750 dockers sur les 800 du golfe de Fos, réunis en assemblée générale. Selon la CGT, le plan social concerne une centaine de dockers, âgés de cinquante et un ans et trois mois jusqu'à cinquante-cinq ans, qui quitteront le port « dans des conditions honorables » et percevront 65 % de leur salaire. Il concerne également une trentaine de dockers de moins de cinquante ans qui pourraient partir dans le cadre du congé-conversion, avec un pécule de 200 000 F environ.

Le numéro du « Monde » daté 31 mai 1988 a été tiré à 559 746 exemplaires

## ARGENTINE

### Le rite du maté en péril


Il faut verser l'eau chaude, mais non bouillante. A l'aide d'une paille métallique une grille filtrante à son extrémité, nommée *bombilla*, on aspire alors le liquide en une ou deux fois, puis on rajoute de l'eau avant de passer le maté à son voisin. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que la yerba soit détrempée. Là, réside tout l'intérêt du maté : c'est un rite éminemment social. De nombreuses personnes peuvent boire d'un même maté à l'aide d'une même *bombilla*. Pas très hygiénique, mais la convivialité est garantie.

Certains l'aiment sucré, d'autres glacé comme au Paraguay. D'autres encore y ajoutent toutes sortes d'herbes ou de racines, aphrodisiaques de préférence, et même du café en hiver.

A Buenos-Aires, dès que le temps le permet, les parcs se remplissent de d'amateurs, réunis autour d'un maté familial. A Montevideo, les agents dirigent la circulation très habilement, thermos sous le bras, maté à la main.

C'est ce style de vie qui risque de disparaître à cause du prix de la yerba qui ne cesse de grimper. De 3,5 australes (1) le kilo en octobre, il est passé à plus de 20 australes dans la capitale. Près de 500 % de hausse. Même l'inflation en est restée pantaloise. Sa consommation baisse très vite : en 1948, l'Argentin en utilisait 8,8 kilos par

**MON ROYAUME POUR CE PRIX-LÀ !**



**14 900 F HT**

ÉCHANGE de votre Macintosh Plus pour un Macintosh SE

**INTERNATIONAL COMPUTER**

La micro sans frontières

• 26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> • 42.72.26.26

• 64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> • 91.37.25.03

Le 1<sup>er</sup> juin à partir de 12 h

Avec **Le Monde sur Minitel**

**ADMISSIBILITÉS à EDHEC - ESC REIMS ICN - ESC ROUEN**

**GRANDES ÉCOLES**

**36.15 LEMONDE**

**LE BACCHUS GOURMAND**



Son chef, Thierry Couss

21, rue François I<sup>er</sup> - Euro Europe 1

Reservations : 47.20.15.87

